

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 323

6 février 2015

### SOMMAIRE

Abimarket S.A. ....	15488	Racol .....	15466
Charlston S.à r.l. ....	15500	RedTree Bleriot 2 S.à r.l. ....	15465
Global Network Investments S.à r.l. ....	15488	RedTree Bleriot 2 S.à r.l. ....	15465
Modinlux S.à r.l. ....	15504	Retfund Management S.à r.l. ....	15460
Nacre S.A. ....	15498	RoundShield Luxembourg I, S.à r.l. ....	15459
O3 Asset Value SICAV .....	15468	Roundwood S.à r.l. ....	15460
Omnibuild S.A. ....	15462	Rowan Resolute Luxembourg S.à r.l. ....	15463
Parc Steinfort S.A. ....	15461	RREEF EuCoReF 1 S.à.r.l. ....	15466
Parc Tuntange S.A. ....	15462	RTL Group S.A. ....	15464
Parität S.A. ....	15462	Salida Strategic Growth Fund S.à r.l. ....	15464
Partibel S.A. ....	15462	Samerya S.à r.l. ....	15460
Patron Lepo VIII S.à r.l. ....	15503	Scitec International S.à r.l. ....	15464
Pecunia S.A. ....	15463	S.D.B. S.à r.l. ....	15504
Peppers & Rogers Group S.à r.l. ....	15458	Silkridge International S.à r.l. SPF .....	15464
PepsiCo Global Investments S.à r.l. ....	15467	Société Anonyme Paul WURTH .....	15467
Pictet .....	15458	Société Anonyme Paul WURTH .....	15467
Point Partners GP Holdco S.à r.l. ....	15461	Société de Recherche Cosmétique S.à r.l. ....	15465
Poivre Real Estate 3 S.à r.l. ....	15459	.....	15465
Poivre Real Estate 4 S.à r.l. ....	15459	Tapis Persan S.à r.l. ....	15463
ProLogis Developments Holding S.à.r.l. ....	15458	T.B. Côté Cour S.à r.l. ....	15504
.....	15458	Tensor Property Investments S.à r.l. ....	15501
ProLogis European Finance XIII S.à r.l. ..	15458	Tiger Holding Five Parent S.à r.l. ....	15488
ProLogis European Finance XV S.à r.l. ....	15459	Tiger Holding Five S.à r.l. ....	15492
ProLogis European Holdings XIX S.à r.l. ....	15461	Tiger Holding Four SPV S.à r.l. ....	15496
.....	15461	Unitrans S.A. ....	15502
Proprielle S.à r.l. ....	15460		

**Peppers & Rogers Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 156.515.

Suite aux résolutions de l'associé unique de la Société en date du 29 décembre 2014 les décisions suivantes ont été prises:

- Démission du gérant A suivant à compter du 31 décembre 2014:

Madame Nathalie Chevalier, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

- Nomination du gérant A suivant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 pour une durée illimitée:

Monsieur Sébastien Rimlinger, né le 23 septembre 1975 à Sarreguemines, France, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Résultant des décisions susmentionnées, le conseil de gérance de la Société est comme suit:

- Monsieur Fabrice Rota, gérant A;

- Monsieur Sébastien Rimlinger, gérant A;

- Monsieur Paul Winston Miller, gérant B;

- Madame Regina M. Paolillo, gérant B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Peppers & Rogers Group S.à r.l.

Fabrice Rota

Gérant A

Référence de publication: 2015003308/24.

(150002341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**Pictet, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 38.034.

Le Bilan au 30 septembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2015003312/10.

(150002506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**ProLogis Developments Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 69.082.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2015.

Référence de publication: 2015003324/10.

(150002818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**ProLogis European Finance XIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 141.913.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2015.

Référence de publication: 2015003325/10.

(150002816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**ProLogis European Finance XV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 141.586.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2015.

Référence de publication: 2015003326/10.

(150002817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**Poivre Real Estate 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 135.478.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 décembre 2014.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2015003320/13.

(150002779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**Poivre Real Estate 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 135.479.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 décembre 2014.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2015003319/13.

(150002780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**RoundShield Luxembourg I, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 11.900,00.**

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.  
R.C.S. Luxembourg B 185.664.

*Extrait des résolutions de l'actionnaire unique de la société RoundShield Luxembourg I S.à r.l. (la «société») du 4 novembre 2014*

Transfert de 100 parts sociales de catégorie B1 dans la Société ayant une valeur nominale de une livre (GBP 1.00) chacune et détenues par RoundShield Fund I, LP, une société constituée selon les lois de Guernesey, ayant son siège social au Third Floor, Tudor House, Le Bordage, St Peter Port, Guernesey GY1 3PP et enregistrée sous le numéro 2001 vers RoundShield 1 Co-Invest I, LP, une société constituée selon les lois de Guernesey ayant son siège social au Third Floor, Tudor House, Le Bordage, St Peter Port, Guernesey GY1 3PP et enregistrée sous le numéro 2115 avec effet le 4 novembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015003369/18.

(150002369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**Retfund Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 110.361.

Les comptes annuels en date du 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015003366/10.

(150002963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**Roundwood S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.  
R.C.S. Luxembourg B 175.482.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2015.

Référence de publication: 2015003368/10.

(150002557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**Proprielle S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 4.825.000,00.**

Siège social: L-2314 Luxembourg, 4, place de Paris.  
R.C.S. Luxembourg B 168.787.

Par résolutions prises en date du 15 décembre 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination d'Ilan Cohen, avec adresse au 22, Rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg au mandat de gérant de classe B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Chafai Baihat, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant de classe A, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2015.

Référence de publication: 2015003352/15.

(150002925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**Samerya S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 174.093.

*Extrait des décisions prises par le conseil de gérance en date du 29 décembre 2014*

Le siège a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

*Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 29 décembre 2014*

1. M. Douwe Jacob Hendrik TERPSTRA a démissionné de son mandat de gérant C, avec effet au 29 décembre 2014.

2. M. Jean-Christophe DAUPHIN, administrateur de sociétés, né à Nancy (France), le 20 novembre 1976, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant de catégorie C, avec effet au 29 décembre 2014, pour une durée indéterminée.

Luxembourg.

Pour extraits sincères et conformes

Pour Samerya S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015003387/19.

(150002982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**Point Partners GP Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 188.309.

—  
EXTRAIT

Il ressort d'une convention de transfert de parts sociales exécutée en date du 19 décembre 2014, entre:

- Tishman Speyer Point Partners, L.L.C., une société à responsabilité limitée établie et existante sous les lois de l'État du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au National Registered Agents, Inc., 160 Greentree Drive, Suite 101, City of Dover, DE 19904, County of Kent, Etats-Unis d'Amérique et enregistrée auprès du Registre de Commerce du Delaware sous le numéro 5548748,

Et,

- Generali European Retail Investments Holding S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 47774,

que les six mille deux cent cinquante (6.250) parts sociales de classe C d'une valeur nominale d'un Euro (EURO 1,00) chacune, représentant 25 % du capital de la Société, ont été transférées par Tishman Speyer Point Partners, L.L.C., susnommée, à Generali European Retail Investments Holding S.A., susnommée.

Depuis lors, les parts sociales de la Société sont détenues comme suit:

Tishman Speyer Point Partner, L.L.C. . . . . .	6.250 parts sociales de classe A
Fie Hema Investments Limited . . . . .	12.500 parts sociales de classe B
Generali European Retail Investments Holding S.A. . . . .	<u>6.250 parts sociales de classe C</u>
Total . . . . .	25.000 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 7 janvier 2015.

Pour extrait conforme

ATOZ

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Sennigerberg

Signature

Référence de publication: 2015003317/34.

(150002465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**ProLogis European Holdings XIX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 141.590.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 janvier 2015.

Référence de publication: 2015003327/10.

(150002819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**Parc Steinfort S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9147 Erpeldange, 2-4, rue Sébastien Conzémus.

R.C.S. Luxembourg B 172.294.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07/01/2015.

Référence de publication: 2015003333/10.

(150002970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**Omnibuild S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8279 Holzem, 26, route de Capellen.  
R.C.S. Luxembourg B 65.713.

---

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

Lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 10 décembre 2014 devant le notaire Camille Mines de résidence à Capellen, les actionnaires ont décidé de mettre la société en liquidation volontaire;

Lors de l'assemblée générale tenue le 22 décembre 2014, les actionnaires ont décidé de clôturer la liquidation et constatent que la société a définitivement cessé d'exister à dater du 22 décembre 2014 et décident que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une période de cinq ans à partir du 22 décembre 2014 à L-8279 Holzem, 26, route de Capellen.

La société s'étant acquittée de toutes ses dettes, une consignation auprès de la Caisse de Consignation auprès de l'Etat n'est pas nécessaire.

Holzem, le 22 décembre 2014.  
Pour extrait conforme  
Jacques Schmitz  
*Liquidateur*

Référence de publication: 2015003299/20.

(150002650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**Parität S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.  
R.C.S. Luxembourg B 158.353.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.  
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 6. Januar 2015.  
Für gleichlautende Abschrift  
*Für die Gesellschaft*  
Maître Carlo WERSANDT  
*Notar*

Référence de publication: 2015003305/14.

(150002768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**Parc Tuntange S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9147 Erpeldange, 2-4, rue Sébastian Conzémus.  
R.C.S. Luxembourg B 172.275.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 07/01/2015.

Référence de publication: 2015003334/10.

(150002952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**Partibel S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 35.679.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Internationale SA

Référence de publication: 2015003337/10.

(150002644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**Pecunia S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 65.260.

---

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait*

Il résulte d'un acte de clôture de liquidation reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, en date du 30 décembre 2014, enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 02 janvier 2015, 2LAC/2015/141, aux droits de soixante-quinze euros (75.- EUR), que la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "PECUNIA S.A. (en liquidation)", inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 65260, ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, constituée par acte de Maître Georges d'HUART, alors notaire de résidence à Pétange, en date du 24 juin 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 689 du 25 septembre 1998.

Les statuts ont été modifiés par acte de Maître Joseph ELVINGER en date du 11 novembre 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1818 du 27 décembre 2002.

La société a été mise en liquidation suivant acte du notaire instrumentaire en date du 9 novembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3035 du 15 décembre 2012.

L'assemblée générale adopte le rapport du commissaire à la liquidation.

L'assemblée générale adopte les comptes de liquidation et donne décharge pleine et entière au liquidateur, la société à responsabilité limitée LISOLUX S.à r.l., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg B n° 117503, et au commissaire à la liquidation, la société à responsabilité limitée CeDerLux-Services S.à r.l., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, inscrite au RCS Luxembourg B n°79327, pour l'accomplissement de leur fonction concernant la liquidation de la société.

L'assemblée générale donne décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

Par conséquent la liquidation de la société a été clôturée et la société est dissoute.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq ans à partir du jour de la liquidation auprès de FIDUCENTER S.A., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, inscrite au R.C.S.Luxembourg sous le numéro B 62780.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2015.

Référence de publication: 2015003339/33.

(150003305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**Rowan Resolute Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 189.381.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette en date du 23 septembre 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 23 octobre 2014.

Référence de publication: 2015003370/11.

(150002267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**Tapis Persan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9050 Ettelbruck, 31, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 178.186.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015000643/10.

(140234786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

---

**Salida Strategic Growth Fund S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: CAD 38.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 160.585.

La dénomination et l'adresse de l'associé unique de la Société ont changé et les informations le concernant sont désormais les suivantes: Harrington Global Opportunities Fund Limited, une "limited company" régie en vertu des lois des Bermudes, ayant son siège social à Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton, HM 11, Bermudes, immatriculée auprès de la Bermuda Monetary Authority sous le numéro 49881.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Salida Strategic Growth Fund S.à.r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015003386/15.

(150002205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**Scitec International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 172.254.

*Extrait des résolutions de l'associée unique prises en date du 16 décembre 2014*

1. L'associée unique prend acte de et accepte la démission de Monsieur Luc HANSEN de son mandat de gérant.
2. L'associée unique décide de nommer pour une durée indéterminée, Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, comme nouveau gérant de catégorie B.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 6 janvier 2015.

Référence de publication: 2015003390/15.

(150003019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**Silkridge International S.à r.l. SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 187.862.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette en date du 25 septembre 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 27 octobre 2014.

Référence de publication: 2015003391/12.

(150002746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**RTL Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.

R.C.S. Luxembourg B 10.807.

EXTRAIT

Il résulte des délibérations et décisions du Conseil d'administration tenu au siège social le 11 décembre 2014, que:

Le Conseil d'administration prend acte de la démission de Madame Judith Hartmann en qualité d'administrateur de la société, avec effet au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015003382/12.

(150002556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---



**RedTree Bleriot 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2229 Luxembourg, 2-4, rue du Nord.

R.C.S. Luxembourg B 193.156.

—  
*Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance en date du 5 janvier 2015*

Il résulte des décisions prises par le Conseil de gérance de la Société en date du 5 janvier 2015 que:  
le siège social de la Société est transféré du 24, rue Beaumont L-1219 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg au 2/4, rue du Nord, L-2229 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet au 5 janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2015.

*Pour la Société*

Christophe Clément

*Avocat à la Cour / Mandataire*

Référence de publication: 2015003362/17.

(150003075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**RedTree Bleriot 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2229 Luxembourg, 2-4, rue du Nord.

R.C.S. Luxembourg B 193.156.

—  
Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales daté du 5 janvier 2015 que,

- RedTree Bleriot 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 24, rue Beaumont L-1219 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 192.728, a cédé 6,250 parts sociales A qu'elle détenait dans le capital social de la Société

représentant 50 % du capital social de la Société à

- Lewis Trust Group (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue du Nord, L-2229 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 108.558.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2015.

*Pour la Société*

Christophe Clément

*Avocat à la Cour / Le mandataire*

Référence de publication: 2015003361/22.

(150003075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**Société de Recherche Cosmétique S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2314 Luxembourg, 4, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 168.847.

—  
En date du 6 janvier 2015 et avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2014, Emmanuel Mougeolle, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a démissionné de son mandat de gérant de classe A de la société Société de Recherche Cosmétique S.à r.l., avec siège social au 4, place de Paris, L-2314 Luxembourg immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 168847.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2015.

Alter Domus Luxembourg S.à r.l.

*Mandaté par le démissionnaire*

Référence de publication: 2015003392/15.

(150002710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**Racol, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 5.450.000,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 131.225.

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société prises le 10 décembre 2014 que:

- la démission avec effet au 19 Décembre 2014 de Monsieur Christophe FENDER de son poste de gérant de catégorie A de la Société a été acceptée;

- il a été décidé de révoquer avec effet au 19 Décembre 2014 Monsieur Christophe FENDER de son poste de gérant de catégorie A de la Société; et

- la démission avec effet au 19 Décembre 2014 de Monsieur Luc SUNNEN de son poste de gérant de catégorie A de la Société a été acceptée;

- il a été décidé de révoquer avec effet au 19 Décembre 2014 Monsieur Luc SUNNEN de son poste de gérant de catégorie A de la Société; et

- la démission avec effet au 19 Décembre 2014 de Monsieur Alan HYNES de son poste de gérant de catégorie B de la Société a été acceptée;

- il a été décidé de révoquer avec effet au 19 Décembre 2014 Monsieur Alan HYNES de son poste de gérant de catégorie B de la Société; et

- la démission avec effet au 19 Décembre 2014 de Monsieur Alan FOLEY de son poste de gérant de catégorie B de la Société a été acceptée;

- il a été décidé de révoquer avec effet au 19 Décembre 2014 de Monsieur Alan FOLEY de son poste de gérant de catégorie B de la Société;

et

- il a été décidé de nommer Monsieur Fabrice Coste, né le 1<sup>er</sup> Avril 1973 à Liège, en Belgique, résidant professionnellement à 37A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg comme gérant de la Société pour une durée indéterminée, à compter du 19 Décembre 2014;

- il a été décidé de nommer Madame Joanna Wisniewska, née le 28 Décembre 1980 à Varsovie, en Pologne, résidant professionnellement à 37A, avenue J.F. Kennedy, L - 1855 Luxembourg comme gérant de la Société pour une durée indéterminée, à compter du 19 Décembre 2014;

- il a été décidé de nommer Madame Elisabeth Neubüser, née le 22 Septembre 1983 à Rostock, en Allemagne, résidant à 43-45 Portman Square, W1H 6LY Londres, Angleterre comme gérant de la Société pour une durée indéterminée, à compter du 19 Décembre 2014;

- il a été décidé de nommer Monsieur Hans-Peter Hermann, né le 25 Mai 1967 à Löffingen, en Allemagne, demeurant à Sendlinger Straße 12, 80331 Munich, Allemagne comme gérant de la Société pour une durée indéterminée, à compter du 19 Décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 janvier 2015.

*Pour la Société*

Christophe Clément

*Avocat à la Cour / Mandataire*

Référence de publication: 2015003371/43.

(150002352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**RREEF EuCoReF 1 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 161.436.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 25 septembre 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 27 octobre 2014.

Référence de publication: 2015003379/11.

(150002745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**Société Anonyme Paul WURTH, Société Anonyme.**

Siège social: L-1122 Luxembourg, 32, rue d'Alsace.

R.C.S. Luxembourg B 4.446.

—

*Extrait du procès-verbal du conseil d'administration de la société anonyme Paul WURTH (B4446) du 11 septembre 2014*

Il résulte du procès-verbal du Conseil d'Administration de la société Paul WURTH S.A. qui s'est tenue le 11 septembre 2014 que:

«... Monsieur Marc SOLVI informe le Conseil d'Administration qu'il démissionnera de sa fonction de Directeur Général et de Fondé de pouvoir à procuration collective générale pour toutes les affaires de la Société (Signature A) avec effet au 31 décembre 2014.»

«...Le Conseil d'Administration accepte la démission de Monsieur Marc SOLVI et désigne Monsieur Georges RASSEL pour succéder à Monsieur Marc SOLVI dans sa fonction de Directeur Général à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015.»

Luxembourg, le 7 janvier 2015.

Pour extrait conforme

Michel WURTH

*Président du Conseil d'Administration*

Référence de publication: 2015003394/19.

(150002831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

**Société Anonyme Paul WURTH, Société Anonyme.**

Siège social: L-1122 Luxembourg, 32, rue d'Alsace.

R.C.S. Luxembourg B 4.446.

—

*Extrait du procès-verbal du conseil d'administration de la société anonyme Paul WURTH (B4446) du 16 décembre 2014*

Il résulte du procès-verbal du Conseil d'Administration de la société Paul WURTH S.A. qui s'est tenue le 16 décembre 2014 que:

«...

Le Conseil d'Administration de la Société décide de désigner Monsieur Frank WAGENER (résidant professionnellement à L-1122 Luxembourg, 32, rue d'Alsace) qui a la fonction de Directeur, Délégué à la gestion journalière - Fondé de pouvoir à procuration collective générale pour toutes les affaires de la Société (Signature A) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015.»

Luxembourg, le 7 janvier 2015.

Pour extrait conforme

Michel WURTH

*Président du Conseil d'Administration*

Référence de publication: 2015003395/19.

(150002831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

**PepsiCo Global Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 18.003,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 131.094.

—

Suite aux résolutions de l'associé unique de la Société en date du 6 janvier 2015 la décision suivante a été prise:

1. Election du nouveau Gérant A pour une durée indéterminée à compter du 5 janvier 2015:

Hamish M. Walker, né le 9 octobre 1984 à Sydney, Australie, avec adresse professionnelle au Building 4, Chiswick Park, 566 Chiswick High Road, Londres, W4 5YE, Royaume-Unis.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PepsiCo Global Investments S.à r.l.

Patrick Leonardus Cornelis van Denzen

*Gérant B*

Référence de publication: 2015003309/16.

(150003002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

### O3 Asset Value SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 185.151.

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am neundzwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz zu Luxemburg,

sind die Aktionäre der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital („société d'investissement à capital variable“) O3 Asset Value SICAV, mit Sitz in Munsbach, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 185.151, zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gegründet gemäß notarieller Urkunde vom 28. Februar 2014, veröffentlicht im Mémorial, Recueil Spécial C, Nummer 771 vom 26. März 2014.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Frau Ursula Berg, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Strassen, eröffnet.

Die Vorsitzende beruft zur Protokollführerin und die Versammlung wählt zur Stimmzählerin Frau Vera Augsdörfer, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Strassen.

Sodann gab die Vorsitzende folgende Erklärungen ab:

I.- Die anwesenden oder vertretenen Aktieninhaber und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste, unterschrieben von den Aktieninhabern oder deren Bevollmächtigte, dem Versammlungsbüro und dem unterzeichneten Notar, aufgeführt. Die Anwesenheitsliste sowie die Vollmachten der vertretenen Aktionäre bleiben gegenwärtiger Urkunde beigelegt um mit derselben einregistriert zu werden.

II.- Die gegenwärtige Generalversammlung wurde einberufen durch Einladungen mit der hiernach angegebenen Tagesordnung veröffentlicht:

- im Mémorial C, vom 26. November 2014 und vom 12. Dezember 2014
- in der Tageszeitung „Tageblatt“ am 26. November 2014 und am 12. Dezember 2014
- in der Tageszeitung „Luxemburger Wort“ am 26. November 2014 und am 12. Dezember 2014.
- auf der Homepage der I|A|F|A S.A.

III.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

#### 1. Änderung des Artikels 15 der Satzung

Die Beschränkung und Einstellung der Ausgabe von Aktien wird um Anwendungsfälle ergänzt und die Definition eines US-Bürgers gestrichen.

#### 2. Erweiterung und Präzisierung des Artikels 35 Kosten der Satzung

#### 3. Musteranpassung der Satzung der Investmentgesellschaft an die Vorgaben der Verwaltungsgesellschaft I|A|F|A S.A.

Von den Änderungen betroffen sind die Artikel 4, 6, 12, 13, 14, 16, 18, 19 und 32.

Die jeweiligen Änderungen treten mit Wirkung zum 1. Januar 2015 in Kraft.

Ein Entwurf der neuen Satzung ist am Sitz der Investmentgesellschaft erhältlich.

IV.- Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass von den 167.170 sich im Umlauf befindenden Aktien, 1 Aktie anlässlich der gegenwärtigen Generalversammlung, vertreten ist.

Die Vorsitzende teilt der Versammlung mit, dass eine erste außerordentliche Generalversammlung mit derselben Tagesordnung für den 24. November 2014 einberufen worden war und dass diese Generalversammlung nicht beschlussfähig war, da die notwendige Anwesenheitsquote nicht erreicht war.

Gegenwärtige Generalversammlung ist gemäß Artikel 67-1 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften beschlussfähig, gleich wie viele Anteile anwesend oder vertreten sind.

Alsdann fasst die Generalversammlung einstimmig folgenden Beschluss:

*Beschluss:*

Die Generalversammlung beschliesst die Satzung wie der Tagesordnung angegeben abzuändern und somit wie folgt neuzufassen:

### I. Name, Sitz und Zweck der Investmentgesellschaft

**Art. 1. Name.** Zwischen den erschienenen Parteien und allen, die Eigentümer von später ausgegebenen Aktien werden, wird eine Investmentgesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft als „Société d'investissement à capital variable“, unter dem Namen O3 Asset Value SICAV („Investmentgesellschaft“ oder „Fonds“) gegründet.

**Art. 2. Sitz.** Gesellschaftssitz ist Munsbach, Großherzogtum Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft („Verwaltungsrat“) kann der Gesellschaftssitz an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde Schuttrange verlegt werden und können Niederlassungen und

Repräsentanzen an einem anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg sowie im Ausland gegründet oder eröffnet werden.

Aufgrund eines bestehenden oder unmittelbar drohenden politischen, militärischen oder anderen Notfalls von höherer Gewalt außerhalb der Kontrolle, Verantwortlichkeit und Einflussmöglichkeit der Investmentgesellschaft, der die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen dem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigt, kann der Verwaltungsrat durch einen einfachen Beschluss den Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur Wiederherstellung von normalen Verhältnissen ins Ausland verlegen. In diesem Falle wird die Investmentgesellschaft die Luxemburger Staatszugehörigkeit jedoch beibehalten.

### **Art. 3. Zweck.**

1. Ausschließlicher Zweck der Investmentgesellschaft ist die Anlage in Wertpapieren und/oder sonstigen zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung gemäß Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen („Gesetz vom 17. Dezember 2010“) mit dem Ziel, eine angemessene Wertentwicklung zugunsten der Aktionäre durch Festlegung einer bestimmten Anlagepolitik zu erwirtschaften.

2. Die Investmentgesellschaft kann unter Berücksichtigung der im Gesetz vom 17. Dezember 2010 und im Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen) („Gesetz vom 10. August 1915“) festgelegten Bestimmungen, alle Maßnahmen treffen, die ihrem Zweck dienen oder nützlich sind.

**Art. 4. Allgemeine Anlagegrundsätze und -beschränkungen.** Ziel der Anlagepolitik des Fonds ist das Erreichen einer angemessenen Wertentwicklung in der Fondswährung (wie in Artikel 12 Nr. 1 dieser Satzung i.V.m. dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt definiert). Die fondsspezifische Anlagepolitik wird für den Fonds im Anhang zum Verkaufsprospekt beschrieben.

Die folgenden allgemeinen Anlagegrundsätze und -beschränkungen gelten für den Fonds, sofern keine Abweichungen oder Ergänzungen im Anhang zum Verkaufsprospekt enthalten sind.

Das Fondsvermögen wird unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung im Sinne der Regeln des Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 und nach den nachfolgend beschriebenen anlagepolitischen Grundsätzen und innerhalb der Anlagebeschränkungen angelegt.

Für den Fonds dürfen solche Vermögenswerte erworben und verkauft werden, deren Preis den Bewertungskriterien von Artikel 12 dieser Satzung entspricht,

#### 1. Definitionen:

##### a) „geregelter Markt“

Bei einem geregelten Markt handelt es sich um einen Markt für Finanzinstrumente im Sinne von Artikel 4 Nr. 21 der Richtlinie 2014/65/EU des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 15. Mai 2014 über Märkte für Finanzinstrumente sowie zur Änderung der Richtlinien 2002/92/EG und 2011/61/EU.

##### b) „Wertpapiere“

Als Wertpapiere gelten:

- Aktien und andere, Aktien gleichwertige, Papiere („Aktien“),
- Schuldverschreibungen und andere verbrieftete Schuldtitel („Schuldtitel“),
- alle anderen marktfähigen Wertpapiere, die zum Erwerb von Wertpapieren durch Zeichnung oder Austausch berechtigen.

Ausgenommen sind die in Artikel 42 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 genannten Techniken und Instrumente.

##### c) „Geldmarktinstrumente“

Als „Geldmarktinstrumente“ werden Instrumente bezeichnet, die üblicherweise auf dem Geldmarkt gehandelt werden, liquide sind und deren Wert jederzeit genau bestimmt werden kann.

##### d) „OGA“

Organismen für gemeinsame Anlagen

##### e) „OGAW“

Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren, welcher der Richtlinie 2009/65/EG unterliegen

Bei jedem OGAW, der aus mehreren Teilfonds zusammengesetzt ist, wird für die Anwendung der Anlagegrenzen jeder Teilfonds als eigener OGAW betrachtet.

#### 2. Es werden ausschließlich

a) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente erworben, die an einem geregelten Markt im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG zugelassen sind oder gehandelt werden;

b) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente erworben, die an einem anderen geregelten Markt in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union („Mitgliedstaat“), der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden;

c) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente erworben, die an einer Wertpapierbörse eines nicht zur Europäischen Union gehörenden Staates amtlich notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt eines nicht zur Europäischen

Union gehörenden Staates der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden;

d) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente aus Neuemissionen erworben, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder auf einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, beantragt wird, und die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

Die unter Nr. 2 Buchstaben c) und d) genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente werden innerhalb von Nordamerika, Südamerika, Australien (einschließlich Ozeanien), Afrika, Asien und/oder Europa amtlich notiert oder gehandelt.

e) Anteile an Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren („OGAW“) erworben, die entsprechend der Richtlinie 2009/65/EG zugelassen wurden und/oder andere Organismen für gemeinsame Anlagen („OGA“) im Sinne der Buchstaben a) und b) von Artikel 1 (2) der Richtlinie 2009/65/EG, unabhängig davon ob sie in einem Mitgliedstaat niedergelassen sind, sofern

- diese OGA entsprechend solchen Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der Luxemburger Aufsichtsbehörde derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht (derzeit die Vereinigten Staaten von Amerika, Kanada, die Schweiz, Hongkong, Japan, Norwegen und Liechtenstein),

- das Schutzniveau der Aktionäre dieser OGA dem Schutzniveau der Aktionäre eines OGAW gleichwertig und insbesondere die Vorschriften über die getrennte Verwahrung der Vermögenswerte, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und die Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 2009/65/EG gleichwertig sind,

- die Geschäftstätigkeit der OGA Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden,

- der OGAW oder andere OGA, dessen Anteile erworben werden sollen, nach seinen Vertragsbedingungen bzw. seiner Satzung insgesamt höchstens 10% seines Vermögens in Anteilen anderer OGAW oder OGA anlegen darf.

f) Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten getätigt, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der EU hat oder, falls der Sitz des Kreditinstituts in einem Drittland liegt, es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der Luxemburger Aufsichtsbehörde denen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind;

g) abgeleitete Finanzinstrumente („Derivate“), einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, erworben, die an einem der unter den Absätzen a), b) oder c); bezeichneten geregelten Märkte gehandelt werden, und/oder abgeleitete Finanzinstrumente, die nicht an einer Börse gehandelt werden („OTC-Derivate“), sofern

- es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne von Artikel 41 Absatz 1 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 oder um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in die der Fonds gemäß den in dem Verkaufsprospekt (nebst Anhang) und der Satzung der Investmentgesellschaft genannten Anlagezielen investieren darf;

- die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer Aufsicht unterliegende, erstklassige Institute der Kategorien sind, die von der Luxemburger Aufsichtsbehörde zugelassen sind und die auf diese Geschäftsart spezialisiert sind;

- und die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative der Investmentgesellschaft zum angemessenen Zeitwert veräußert, liquidiert oder durch ein Geschäft glattgestellt werden können.

h) Geldmarktinstrumente erworben, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und die unter die Definition von Artikel 1 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 fallen, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente bereits Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt, und vorausgesetzt, sie werden

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaates, der Europäischen Zentralbank, der Europäischen Union oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittland oder, sofern dieser ein Bundesstaat ist, einem Gliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlich-rechtlichen Charakters, der mindestens ein Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert oder

- von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere auf den unter den Buchstaben a), b) oder c) dieses Artikels bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden, oder

- von einem Institut, das gemäß den im Gemeinschaftsrecht festgelegten Kriterien einer Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der Luxemburger Aufsichtsbehörde mindestens so streng sind wie die des Gemeinschaftsrechts, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert, oder

- von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, die von der Luxemburger Aufsichtsbehörde zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, des zweiten oder des dritten Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens 10 Mio. Euro, das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig



ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermäßige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

3. Wobei jedoch bis zu 10% des Netto-Fondsvermögens in andere als die unter Nr. 2 dieses Artikels genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente angelegt werden dürfen.

#### 4. Techniken und Instrumente

a) Der Fonds darf im Rahmen der Bedingungen und Einschränkungen, wie sie von der Luxemburger Aufsichtsbehörde vorgegeben werden, Techniken und Instrumente, die Wertpapiere und Geldmarktinstrumente zum Gegenstand haben, verwenden, sofern diese Verwendung im Hinblick auf eine effiziente Verwaltung des Fondsvermögens erfolgt. Beziehen sich diese Transaktionen auf die Verwendung von Derivaten, so müssen die Bedingungen und Grenzen mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 übereinstimmen.

Darüber hinaus ist es dem Fondsvermögen nicht gestattet, bei der Verwendung von Techniken und Instrumenten von den im Verkaufsprospekt (nebst Anhang) und dieser Satzung der Investmentgesellschaft beschriebenen Anlagepolitik abzuweichen.

b) Die Verwaltungsgesellschaft muss gemäß Artikel 42 (1) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 ein Risikomanagement-Verfahren verwenden, das es ihr erlaubt, das mit den Anlagepositionen verbundene Risiko sowie ihren jeweiligen Anteil am Gesamtrisikoprofil des Anlageportfolios jederzeit zu überwachen und zu messen. Die Verwaltungsgesellschaft hat dabei sicherzustellen, dass das mit Derivaten verbundene Gesamtrisiko der verwalteten Fonds den Gesamtnettowert deren Portfolien nicht überschreitet. Das für den Fonds angewandte Verfahren zur Messung des Risikos sowie etwaige spezifischere Informationen sind im fondspezifischen Anhang dargestellt. Der Fonds darf als Teil seiner Anlagepolitik und im Rahmen der Grenzen von Artikel 43 Absatz 5 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 Anlagen in Derivate tätigen, sofern das Gesamtrisiko der Basiswerte die Anlagegrenzen von Artikel 43 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 nicht überschreitet. Investiert der Fonds in indexbasierte Derivate, so werden diese Anlagen bei den Anlagegrenzen von Artikel 43 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 nicht berücksichtigt.

Wenn ein Derivat in ein Wertpapier oder ein Geldmarktinstrument eingebettet ist, muss es hinsichtlich der Einhaltung der Vorschriften von Artikel 42 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 mit berücksichtigt werden.

#### c) Wertpapierleihe

Der Fonds kann zur Erzielung zusätzlichen Kapitals oder Ertrags oder zur Verringerung seiner Kosten oder Risiken Wertpapierleihgeschäfte tätigen, wobei solche Geschäfte mit den anwendbaren Luxemburger Gesetzen und Verordnungen sowie den CSSF Rundschreiben (unter anderem CSSF 08/356, CSSF 11/512 und CSSF 14/592) im Einklang stehen müssen.

aa) Der Fonds darf Wertpapiere entweder direkt oder im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems, das durch einen anerkannten Organismus zur Wertpapierabwicklung oder Clearinginstitutionen wie CLEARSTREAM und EUROCLEAR oder von einem erstklassigen, auf derartige Geschäfte spezialisierten Finanzinstitut organisiert wird, das aufsichtsrechtlichen Vorschriften unterliegt, die nach Ansicht der CSSF den EU-Bestimmungen gleichwertig sind, verleihen. Die Gegenpartei des Wertpapierleihevertrages (d.h. der Darlehensnehmer) muss in jedem Fall aufsichtsrechtlichen Vorschriften unterliegen, die nach Ansicht der CSSF den EU-Bestimmungen gleichwertig sind. Der Fonds stellt sicher, dass übertragene Wertpapiere im Rahmen der Wertpapierleihe jederzeit zurückübertragen werden können und das eingegangene Wertpapierleihgeschäft jederzeit beendet werden kann. Handelt das vorgenannte Finanzinstitut für eigene Rechnung, ist es als Gegenpartei des Wertpapierleihevertrages anzusehen. Verleiht der Fonds seine Wertpapiere an Unternehmen, die im Rahmen eines Verwaltungs- oder Kontrollverhältnisses mit dem Fonds verbunden sind, ist insbesondere auf Interessenkonflikte, die sich ergeben können, zu achten. Der Fonds muss vorab oder zum Zeitpunkt der Übertragung der verliehenen Wertpapiere eine Sicherheit in Übereinstimmung mit den aufsichtsrechtlichen Anforderungen an das Kontrahentenrisiko und die Sicherheitsleistung erhalten. Zum Ablauf des Wertpapierleihevertrages erfolgt die Rückübertragung der Sicherheit zeitgleich oder im Anschluss an die Rückgabe der verliehenen Wertpapiere. Im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems, das durch einen anerkannten Organismus zur Wertpapierabwicklung organisiert wird, oder eines Wertpapierleihsystems, das durch ein Finanzinstitut organisiert wird, das aufsichtsrechtlichen Vorschriften unterliegt, die nach Ansicht der CSSF den EU-Bestimmungen gleichwertig sind, und das auf diese Geschäftsart spezialisiert ist, kann die Übertragung der verliehenen Wertpapiere vor Erhalt der Sicherheit erfolgen, wenn der Vermittler (intermédiaire) die ordnungsgemäße Durchführung des Geschäfts sicherstellt. Dieser Vermittler kann anstelle des Darlehensnehmers dem Fonds eine Sicherheit in Übereinstimmung mit den aufsichtsrechtlichen Anforderungen an das Kontrahentenrisiko und die Sicherheitsleistung zur Verfügung stellen. In diesem Fall wird der Vermittler vertraglich zur Stellung der Sicherheiten verpflichtet.

bb) Der Fonds muss dafür Sorge tragen, dass der Umfang der Wertpapierleihgeschäfte in angemessener Höhe gehalten wird, oder muss die Rückgabe der verliehenen Wertpapiere in einer Art und Weise verlangen können, dass es ihm jederzeit möglich ist, seiner Verpflichtung zur Rücknahme nachzukommen, und sicherstellen, dass diese Geschäfte die Verwaltung der Vermögenswerte des Fonds gemäß seiner Anlagepolitik nicht beeinträchtigen. Für jedes abgeschlossene Wertpapierleihgeschäft muss der Fonds sicherstellen, dass er eine Sicherheit erhält, deren Wert während der gesamten Laufzeit des Leihgeschäfts mindestens 90% des gesamten Marktwertes (einschließlich Zinsen, Dividenden und sonstiger etwaiger Ansprüche) der verliehenen Titel entspricht.

#### cc) Erhalt einer angemessenen Sicherheit

Der Fonds darf eine Sicherheit in Übereinstimmung mit den hier genannten Anforderungen mit einbeziehen, um das Kontrahentenrisiko bei Geschäften mit Rückkaufsrecht zu berücksichtigen.

Der Fonds muss täglich eine Neubewertung der erhaltenen Sicherheit vornehmen. Der Vertrag zwischen der Investmentgesellschaft und der Gegenpartei muss Bestimmungen vorsehen, die die Leistung zusätzlicher Sicherheiten durch die Gegenpartei innerhalb einer äußerst kurzen Frist verlangen, wenn der Wert der bereits geleisteten Sicherheit sich im Verhältnis zu dem abzusichernden Betrag als nicht ausreichend erweist. Darüber hinaus muss dieser Vertrag gegebenenfalls Sicherheitsmargen vorsehen, die den Währungs- oder Marktrisiken Rechnung tragen, die mit den als Sicherheit akzeptierten Vermögenswerten verbunden sind.

Die Sicherheit, die nicht in bar geleistet wird, muss von einem Unternehmen ausgegeben werden, das nicht mit der Gegenpartei verbunden ist.

#### 5. Pensionsgeschäfte

Der Fonds kann sich an Pensionsgeschäften beteiligen, die in Käufen und Verkäufen von Wertpapieren bestehen, bei denen die Vereinbarungen dem Käufer das Recht oder die Pflicht einräumen, die verkauften Wertpapiere vom Erwerber zu einem Preis und innerhalb einer Frist zurückzukaufen, die zwischen den beiden Parteien bei Vertragsabschluss vereinbart wurde.

Der Fonds kann bei Pensionsgeschäften entweder als Käufer oder als Verkäufer auftreten. Eine Beteiligung an solchen Geschäften unterliegt jedoch folgenden Richtlinien:

a) Wertpapiere über ein Pensionsgeschäft dürfen nur gekauft oder verkauft werden, wenn es sich bei der Gegenpartei um ein Finanzinstitut erster Ordnung handelt, das sich auf diese Art von Geschäften spezialisiert hat.

b) Während der Laufzeit eines Pensionsgeschäfts dürfen die vertragsgegenständlichen Wertpapiere vor Ausübung des Rechts auf den Rückkauf dieser Wertpapiere oder vor Ablauf der Rückkauffrist nicht veräußert werden.

Für den Fall, dass die Verwaltungsgesellschaft ein Pensionsgeschäft abschließt, muss sichergestellt sein, dass die Verwaltungsgesellschaft jederzeit den vollen Geldbetrag des abgeschlossenen Pensionsgeschäftes zurückfordern oder aber das Geschäft zum aktuellen Marktwert bzw. mit der aufgelaufenen Gesamthöhe beendet werden kann. Darüber hinaus stellt die Verwaltungsgesellschaft sicher, dass das Pensionsgeschäft jederzeit beendet werden kann und das zugrunde liegende Wertpapier zurückgefordert werden kann.

Werden die in diesem Artikel genannten Anlagebeschränkungen unbeabsichtigt oder in Folge der Ausübung von Bezugsrechten überschritten, so hat die Verwaltungsgesellschaft für die Investmentgesellschaft bei ihren Verkäufen als vorrangiges Ziel die Normalisierung der Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre anzustreben.

Für den Fonds können geeignete Dispositionen getroffen werden und mit Einverständnis der Depotbank weitere Anlagebeschränkungen aufgenommen werden, die erforderlich sind, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, in denen Aktien vertrieben werden sollen.

#### 6. Risikostreuung

a) Es dürfen maximal 10% des Netto-Fondsvermögens in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten ein und desselben Emittenten angelegt werden. Der Fonds darf nicht mehr als 20% seines Vermögens in Einlagen bei ein und derselben Einrichtung anlegen.

Das Ausfallrisiko bei Geschäften der Investmentgesellschaft mit OTC-Derivaten darf folgende Sätze nicht überschreiten:

- 10% des Netto-Fondsvermögens, wenn die Gegenpartei ein Kreditinstitut im Sinne von Artikel 41 Absatz 1 Buchstabe f) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 ist und

- 5% des Netto-Fondsvermögens in allen anderen Fällen.

b) Der Gesamtwert der Wertpapiere und Geldmarktinstrumente von Emittenten, in deren Wertpapieren und Geldmarktinstrumente mehr als 5% des Netto-Fondsvermögens angelegt werden, darf 40% des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigen. Diese Begrenzung findet keine Anwendung auf Einlagen und Geschäfte mit OTC-Derivaten, die mit Finanzinstituten getätigt werden, die einer Aufsicht unterliegen.

Ungeachtet der einzelnen in Buchstabe a) genannten Obergrenzen darf bei ein und derselben Einrichtung höchstens 20% des Fondsvermögens in einer Kombination aus

- von dieser Einrichtung begebenen Wertpapiere oder Geldmarktinstrumenten und/oder

- Einlagen bei dieser Einrichtung und/oder

- von dieser Einrichtung erworbenen OTC-Derivaten

investiert werden.

c) Die unter Nr. 6 Buchstabe a) Satz 1 dieses Artikels genannte Anlagegrenze von 10% des Netto-Fondsvermögens erhöht sich in den Fällen auf 35% des Netto-Fondsvermögens, in denen die zu erwerbenden Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente von einem Mitgliedstaat, seinen Gebietskörperschaften, einem Drittstaat oder anderen internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten angehören begeben oder garantiert werden.

d) Die unter Nr. 6 Buchstabe a) Satz 1 dieses Artikels genannte Anlagegrenze von 10% des Netto-Fondsvermögens erhöht sich in den Fällen auf 25% des Netto-Fondsvermögens, in denen die zu erwerbenden Schuldverschreibungen von



einem Kreditinstitut ausgegeben werden, das seinen Sitz in einem EU-Mitgliedstaat hat und kraft Gesetzes einer besonderen öffentlichen Aufsicht unterliegt, durch die die Inhaber dieser Schuldverschreibungen geschützt werden sollen. Insbesondere müssen die Erlöse aus der Emission dieser Schuldverschreibungen nach dem Gesetz in Vermögenswerten angelegt werden, die während der gesamten Laufzeit der Schuldverschreibungen in ausreichendem Maße die sich daraus ergebenden Verpflichtungen abdecken und die mittels eines vorrangigen Sicherungsrechts im Falle der Nichterfüllung durch den Emittenten für die Rückzahlung des Kapitals und die Zahlung der laufenden Zinsen zur Verfügung stehen.

Sollten mehr als 5% des Netto-Fondsvermögens in von solchen Emittenten ausgegebenen Schuldverschreibungen angelegt werden, darf der Gesamtwert der Anlagen in solchen Schuldverschreibungen 80% des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten.

e) Die unter Nr. 6 Buchstabe b) Satz 1 dieses Artikels genannte Beschränkung des Gesamtwertes auf 40% des Netto-Fondsvermögens findet in den Fällen der Buchstaben c) und d) keine Anwendung.

f) Die unter Nr. 6 Buchstaben a) bis d) dieses Artikels beschriebenen Anlagegrenzen von 10%, 35% bzw. 25% des Netto-Fondsvermögens dürfen nicht kumulativ betrachtet werden, sondern es dürfen insgesamt nur maximal 35% des Netto-Fondsvermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten ein und dieser Einrichtung oder in Einlagen oder Derivate bei derselben angelegt werden.

Gesellschaften, die im Hinblick auf die Erstellung des konsolidierten Abschlusses im Sinne der Richtlinie 83/349/EWG des Rates vom 13. Juni 1983 aufgrund von Artikel 54 Absatz 3 Buchstabe g) des Vertrages über den konsolidierten Abschluss (Abl. L 193 vom 18. Juli 1983, S.1) oder nach den anerkannten internationalen Rechnungslegungsvorschriften derselben Unternehmensgruppe angehören, sind bei der Berechnung der in dieser Nr. 6 Buchstaben a) bis f) dieses Artikels vorgesehenen Anlagegrenzen als eine einzige Einrichtung anzusehen.

Der Fonds darf kumulativ 20% seines Netto-Fondsvermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumente ein und derselben Unternehmensgruppe investieren.

g) Unbeschadet der in Artikel 48 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 festgelegten Anlagegrenzen können für den Fonds bis zu 20% seines Netto-Fondsvermögens in Aktien und Schuldtiteln ein und derselben Einrichtung investiert werden, wenn die Nachbildung eines von der Luxemburger Aufsichtsbehörde anerkannten Aktien- oder Schuldtitelindex das Ziel der Anlagepolitik des Fonds ist. Voraussetzung hierfür ist jedoch, dass:

- die Zusammensetzung des Index hinreichend diversifiziert ist,
- der Index eine adäquate Bezugsgrundlage für den Markt darstellt, auf den er sich bezieht, und
- der Index in angemessener Weise veröffentlicht wird.

Die vorgenannte Anlagegrenze erhöht sich auf 35% des Netto-Fondsvermögens in den Fällen, in denen es aufgrund außergewöhnlicher Marktverhältnisse gerechtfertigt ist, insbesondere auf geregelten Märkten, auf denen bestimmte Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente stark dominieren. Diese Anlagegrenze gilt nur für die Anlage bei einem einzigen Emittenten.

Ob für die Investmentgesellschaft von dieser Möglichkeit Gebrauch gemacht wird, findet für den Fonds im Anhang zum Verkaufsprospekt Erwähnung.

h) Unbeschadet des unter Artikel 43 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 Gesagten, dürfen, unter Wahrung des Grundsatzes der Risikostreuung, bis zu 100% des Netto-Fondsvermögens in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente angelegt werden, die von einem EU-Mitgliedstaat, seinen Gebietskörperschaften, einem OECD-Mitgliedstaat oder von internationalen Organismen, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, ausgegeben werden oder garantiert sind. Das Netto-Fondsvermögen muss Wertpapiere halten die im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei die Wertpapiere aus einer einzigen Emission 30% des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

i) Es werden für den Fonds nicht mehr als 10% des Netto-Fondsvermögens in OGAW oder OGA im Sinne der Ziffer 2, Buchstabe e) dieses Artikels angelegt, es sei denn, der fondsspezifische Anhang zu dem Verkaufsprospekt sieht für den Fonds etwas anderes vor. Für den Fall, dass die Anlagepolitik des Fonds eine Anlage zu mehr als 10% des Netto-Fondsvermögens in OGAW oder OGA im Sinne der Ziffer 2, Buchstaben e) dieses Artikels vorsieht, finden die nachfolgenden Buchstaben j) und k) Anwendung.

j) Für den Fonds dürfen nicht mehr als 20% des Netto-Fondsvermögens in Anteilen ein und desselben OGAW oder ein und desselben anderen OGA gemäß Artikel 41 Absatz 1 Buchstabe e) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 angelegt werden.

k) Für den Fonds dürfen nicht mehr als 30% des Netto-Fondsvermögens in andere OGA als OGAW angelegt werden. Wenn der Fonds Anteile eines OGAW und/oder sonstigen OGA erworben hat, werden die Anlagewerte des betreffenden OGAW oder anderen OGA in Bezug auf die in Nr. 6. a) bis f) genannten Obergrenzen nicht berücksichtigt.

l) Werden Anteile anderer OGAW und/oder sonstiger anderer OGA erworben, die unmittelbar oder aufgrund einer Übertragung von derselben Verwaltungsgesellschaft wie die Investmentgesellschaft (sofern benannt) oder von einer Gesellschaft verwaltet werden, mit der diese Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung mehr als 10% des Kapitals oder der Stimmen verbunden ist, so dürfen für die Zeichnung oder die Rücknahme von Anteilen dieser anderen OGAW und/oder OGA durch den Fonds keine Gebühren berechnet werden (inkl. Ausgabeaufschlägen und Rücknahmeabschlägen).

Generell kann es bei dem Erwerb von Anteilen an Zielfonds zu der Erhebung einer Verwaltungsvergütung auf Ebene des Zielfonds kommen und es sind gegebenenfalls der jeweilige Ausgabeaufschlag bzw. eventuelle Rücknahmegebühren zu berücksichtigen. Die Investmentgesellschaft wird dabei nicht in Zielfonds anlegen, die einer Verwaltungsvergütung von mehr als 3% p.a. unterliegen. Der Jahresbericht der Investmentgesellschaft wird Informationen enthalten, wie hoch der Anteil der Verwaltungsvergütung maximal ist, welche der Fonds sowie die Zielfonds zu tragen haben.

m) Es ist nicht gestattet, Aktien zu erwerben, die mit einem Stimmrecht verbunden sind, welches der Investmentgesellschaft ermöglicht, einen nennenswerten Einfluss auf die Geschäftsführung eines Emittenten auszuüben. Gleiches gilt für einen etwaigen Fondsmanager.

n) Weiter können für die Investmentgesellschaft

- bis zu 10% der stimmrechtslosen Aktien ein und desselben Emittenten,
- bis zu 10% der ausgegebenen Schuldverschreibungen ein und desselben Emittenten,
- nicht mehr als 25% der ausgegebenen Anteile ein und desselben OGAW und/oder OGA sowie,
- nicht mehr als 10% der Geldmarktinstrumente ein und desselben Emittenten erworben werden.

o) Die unter Nr. 6 Buchstaben m) bis n) genannten Anlagegrenzen finden keine Anwendung soweit es sich um

- Wertpapiere und Geldmarktinstrumente handelt, die von einem EUMitgliedstaat oder dessen Gebietskörperschaften, oder von einem Staat, der kein Mitgliedstaat der Europäischen Union ist, begeben oder garantiert werden.

- Wertpapiere und Geldmarktinstrumente handelt, die von einer internationalen Körperschaft öffentlich-rechtlichen Charakters begeben werden, der ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören.

- Aktien handelt, die der Fonds an dem Kapital einer Gesellschaft eines Staates, der kein Mitgliedstaat der Europäischen Union ist, besitzt, die ihr Vermögen im wesentlichen in Wertpapieren von Emittenten anlegt, die in diesem Staat ansässig sind, wenn eine derartige Beteiligung für den Fonds aufgrund der Rechtsvorschriften dieses Staates die einzige Möglichkeit darstellt, Anlagen in Wertpapieren von Emittenten dieses Staates zu tätigen. Diese Ausnahmeregelung gilt jedoch nur unter der Voraussetzung, dass die Gesellschaft des Staates außerhalb der Europäischen Union in ihrer Anlagepolitik die in Artikel 43, 46 und 48 Absätze 1 und 2 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 festgelegten Grenzen beachtet. Bei der Überschreitung der in den Artikeln 43 und 46 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 genannten Grenzen findet Artikel 49 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 sinngemäß Anwendung.

#### 7. Flüssige Mittel

Der Fonds kann grundsätzlich flüssige Mittel in Form von Anlagekonten (Kontokorrentkonten) und Tagesgeld halten, die jedoch nur akzessorischen Charakter haben dürfen.

8. Bei der Ausübung von Bezugsrechten, die an Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente geknüpft sind, die Teil seines Vermögens sind, muss ein OGAW die in diesem Artikel vorgesehenen Anlagegrenzen nicht notwendigerweise einhalten.

Werden die in diesem Artikel genannten Anlagebeschränkungen unbeabsichtigt oder in Folge der Ausübung von Bezugsrechten überschritten, so hat die Verwaltungsgesellschaft bei ihren Verkäufen als vorrangiges Ziel die Normalisierung der Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre anzustreben.

Unbeschadet ihrer Verpflichtung, auf die Einhaltung des Grundsatzes der Risikostreuung zu achten, können neu zugelassene OGAW während eines Zeitraumes von sechs Monaten nach ihrer Zulassung von den in Nr. 6. a) bis l) genannten Anlagegrenzen abweichen.

#### 9. Kredite und Belastungsverbote

a) Das Fondsvermögen darf nicht verpfändet oder sonst belastet, zur Sicherung übereignet oder zur Sicherung abgetreten werden, es sei denn, es handelt sich um Kreditaufnahmen im Sinne des nachstehenden Buchstaben b) oder um Sicherheitsleistungen im Rahmen der Abwicklung von Geschäften mit Finanzinstrumenten.

b) Kredite zu Lasten des Fondsvermögens dürfen nur kurzfristig und bis zu einer Höhe von 10% des jeweiligen Nettofondsvermögens aufgenommen werden. Ausgenommen hiervon ist der Erwerb von Fremdwährungen durch „Back-to-Back“-Darlehen.

c) Zu Lasten des Fondsvermögens dürfen weder Kredite gewährt noch für Dritte Bürgschaftsverpflichtungen eingegangen werden, wobei dies dem Erwerb von noch nicht voll eingezahlten Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten oder anderen Finanzinstrumenten gemäß Artikel 41 Absatz 1 Buchstaben e), g) und h) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 nicht entgegensteht.

#### 10. Weitere Anlagerichtlinien

a) Wertpapierleerverkäufe sind nicht zulässig.

b) Das Fondsvermögen darf nicht in Immobilien, Edelmetallen oder Zertifikaten über solche Edelmetalle, Edelmetallkontrakten, Waren oder Warenkontrakten angelegt werden.

11. Die in diesem Artikel genannten Anlagebeschränkungen beziehen sich auf den Zeitpunkt des Erwerbs der Wertpapiere. Werden die Prozentsätze nachträglich durch Kursentwicklungen oder aus anderen Gründen als durch Zukäufe überschritten, so wird die Verwaltungsgesellschaft unverzüglich unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre eine Rückführung in den vorgegebenen Rahmen anstreben.

## II. Dauer, Verschmelzung und Liquidation der Investmentgesellschaft

**Art. 5. Dauer der Investmentgesellschaft.** Die Investmentgesellschaft ist für eine unbestimmte Dauer gegründet.

**Art. 6. Die Verschmelzung der Investmentgesellschaft mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen („OGAW“).**

1. Die Investmentgesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung gemäß den nachfolgenden Bedingungen beschließen, die Investmentgesellschaft in einen anderen OGAW bzw. einen Teilfonds eines anderen OGAW, der von derselben Verwaltungsgesellschaft verwaltet wird oder der von einer anderen Verwaltungsgesellschaft verwaltet wird, zu übertragen.

2. Die unter der vorstehenden Ziffer 1. genannte Verschmelzung kann insbesondere in folgenden Fällen beschlossen werden:

- sofern das Netto-Fondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Fonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten. Die Verwaltungsgesellschaft hat diesen Betrag mit 5 Mio. Euro festgesetzt.

- sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Fonds zu verwalten.

- im Rahmen der Rationalisierung.

3. Die Beschlüsse der Generalversammlung im Rahmen einer Verschmelzung bedürfen mindestens der einfachen Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre. Bei Verschmelzungen, bei denen die übertragende Investmentgesellschaft durch die Verschmelzung erlischt, muss das Wirksamwerden der Verschmelzung notariell beurkundet werden.

4. Der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft kann beschließen einen anderen Fonds oder Teilfonds, der von derselben oder von einer anderen Verwaltungsgesellschaft verwaltet wird, in die Investmentgesellschaft aufzunehmen.

5. Verschmelzungen sind sowohl zwischen zwei Luxemburger Fonds bzw. Teilfonds (inländische Verschmelzung) als auch zwischen Fonds bzw. Teilfonds die in zwei unterschiedlichen Mitgliedsstaaten der europäischen Union niedergelassen sind (grenzüberschreitende Verschmelzung) möglich.

6. Eine Verschmelzung ist nur insofern vollziehbar als die Anlagepolitik der einzubringenden Investmentgesellschaft bzw. des Fonds oder Teilfonds nicht gegen die Anlagepolitik des aufnehmenden OGAW verstößt.

7. Die Durchführung der Verschmelzung vollzieht sich wie eine Auflösung des einzubringenden Fonds oder Teilfonds und eine gleichzeitige Übernahme sämtlicher Vermögensgegenstände durch den aufnehmenden Fonds bzw. Teilfonds. Die Aktionäre des einbringenden Fonds erhalten Aktien des aufnehmenden Fonds bzw. Teilfonds, deren Anzahl sich auf der Grundlage des Anteilwertverhältnisses der betroffenen Fonds bzw. Teilfonds zum Zeitpunkt der Einbringung errechnet und gegebenenfalls einen Spitzenausgleich.

8. Sowohl der aufnehmende Fonds bzw. Teilfonds als auch der übertragende Fonds bzw. Teilfonds informieren die Aktionäre in geeigneter Form über die geplante Verschmelzung und entsprechend den Vorschriften der jeweiligen Vertriebsländer des aufnehmenden oder einzubringenden Fonds bzw. Teilfonds.

9. Die Aktionäre des aufnehmenden und des übertragenden Fonds bzw. Teilfonds haben während dreißig Tagen das Recht, ohne Zusatzkosten die Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Aktien zum einschlägigen Anteilwert oder, soweit möglich, den Umtausch in Aktien eines anderen Fonds bzw. Teilfonds mit ähnlicher Anlagepolitik, der von derselben Verwaltungsgesellschaft oder einer anderen Gesellschaft verwaltet wird, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Kontrolle oder durch wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, zu verlangen. Das Recht wird ab dem Zeitpunkt wirksam, zu dem die Aktionäre des übertragenden und des aufnehmenden Fonds bzw. Teilfonds über die geplante Verschmelzung unterrichtet werden, und erlischt fünf luxemburger Bankarbeitstage vor dem Zeitpunkt der Berechnung des Umtauschverhältnisses.

10. Bei einer Verschmelzung zwischen zwei oder mehreren Fonds bzw. Teilfonds können die betroffenen Fonds bzw. Teilfonds die Zeichnungen, Rücknahmen oder Umtäusche von Aktien zeitweilig aussetzen, wenn eine solche Aussetzung aus Gründen des Aktionärsschutzes gerechtfertigt ist.

11. Die Durchführung der Verschmelzung wird von einem unabhängigen Wirtschaftsprüfer geprüft und bestätigt. Den Aktionären des übertragenden und des übernehmenden Fonds bzw. Teilfonds sowie der jeweils zuständigen Aufsichtsbehörde wird auf Anfrage kostenlos eine Kopie des Berichts des Wirtschaftsprüfers zur Verfügung gestellt.

**Art. 7. Die Liquidation der Investmentgesellschaft.**

1. Die Investmentgesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung liquidiert werden. Dieser Beschluss ist unter Einhaltung der für Satzungsänderungen vorgeschriebenen Bestimmungen zu fassen.

- Sinkt das Vermögen der Investmentgesellschaft unter zwei Drittel des Mindestkapitals, ist der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft verpflichtet, eine Generalversammlung einzuberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Investmentgesellschaft zu unterbreiten. Die Liquidation wird mit einer einfachen Mehrheit der anwesenden bzw. vertretenden Aktien beschlossen.

- Sinkt das Vermögen der Investmentgesellschaft unter ein Viertel des Mindestkapitals, muss der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft ebenfalls eine Generalversammlung einberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Investmentgesellschaft unterbreiten. Die Liquidation wird in einem solchen Fall mit einer Mehrheit von 25% der in der Generalversammlung anwesenden bzw. vertretenden Aktien beschlossen.

Die Einberufungen zu den vorgenannten Generalversammlungen erfolgen jeweils innerhalb von 40 Tagen nach Feststellung des Umstandes, dass das Vermögen der Investmentgesellschaft unter zwei Drittel bzw. unter ein Viertel des Mindestkapitals gesunken ist.

Der Beschluss der Generalversammlung zur Liquidation der Investmentgesellschaft wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen veröffentlicht.

2. Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Investmentgesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Liquidation bis zur Durchführung des Liquidationsbeschlusses keine Aktien der Investmentgesellschaft mehr ausgeben, zurücknehmen oder umtauschen.

3. Nettoliquidationserlöse, deren Auszahlung nicht bis zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Aktionären geltend gemacht wurden, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

### III. Verschmelzung und Liquidation von Aktienklassen

#### Art. 8. Die Verschmelzung einer oder mehrerer Aktienklassen.

1. Eine Aktienklasse der Investmentgesellschaft kann durch Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft durch Einbringung in eine andere Aktienklasse der Investmentgesellschaft verschmolzen werden.

Die von der Verschmelzung betroffenen Aktionäre, die mit der Verschmelzung nicht einverstanden sind, sind innerhalb eines Monats nach Veröffentlichung der Mitteilung an die Aktionäre über die Verschmelzung berechtigt, ihre Aktien kostenfrei zurückzugeben. Aktionäre, die von diesem Recht keinen Gebrauch gemacht haben, sind an den vom Verwaltungsrat gefassten Beschluss über die Verschmelzung gebunden.

2. Verschmelzungsbeschlüsse bedürfen der vorherigen Genehmigung durch die Luxemburger Aufsichtsbehörde für den Finanzsektor.

#### Art. 9. Die Liquidation einer oder mehrerer Aktienklassen.

1. Eine Aktienklasse der Investmentgesellschaft kann durch Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft liquidiert werden:

Der Liquidationsbeschluss des Verwaltungsrates ist im Einklang mit den Bestimmungen für die Veröffentlichung der Mitteilungen an die Aktionäre und in Form einer solchen zu veröffentlichen. Der Liquidationsbeschluss bedarf der vorherigen Genehmigung durch die Luxemburger Aufsichtsbehörde.

Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Investmentgesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Liquidation bis zur Durchführung des Liquidationsbeschlusses keine Aktien in Bezug auf die zu liquidierende Aktienklasse mehr ausgeben, zurücknehmen oder umtauschen.

2. Nettoliquidationserlöse, die nicht bis zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Aktionären geltend gemacht wurden, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

### IV. Gesellschaftskapital und Aktien

**Art. 10. Gesellschaftskapital.** Das Gesellschaftskapital der Investmentgesellschaft entspricht zu jedem Zeitpunkt der Summe der Netto-Fondsvermögen („Netto-Gesellschaftsvermögen“) gemäß Artikel 12 Nr. 4 dieser Satzung und wird durch voll einbezahlte Aktien ohne Nennwert repräsentiert.

Das Anfangskapital der Investmentgesellschaft beträgt bei Gründung 31.000 Euro, eingeteilt in 310 Aktien ohne Nennwert (Erstausgabepreis EUR 100,- je Aktie).

Das Mindestkapital der Investmentgesellschaft entspricht gemäß Luxemburger Gesetz dem Gegenwert von 1.250.000 Euro und muss innerhalb eines Zeitraumes von sechs Monaten nach Zulassung der Investmentgesellschaft durch die Luxemburger Aufsichtsbehörde erreicht werden. Hierfür ist auf das Netto-Gesellschaftsvermögen abzustellen.

#### Art. 11. Aktien.

1. Aktien sind Aktien an dem Fonds. Sie werden durch Aktienzertifikate verbrieft. Die Aktienzertifikate werden in der durch die Investmentgesellschaft bestimmten Stückelung ausgegeben. Die Aktien am Fonds werden in der im Anhang genannten Art der Verbriefung und Stückelung ausgegeben. Namensaktien werden von der Register- und Transferstelle in das für die Investmentgesellschaft geführte Aktienregister eingetragen. In diesem Zusammenhang werden den Aktionären Bestätigungen betreffend die Eintragung in das Aktienregister an die im Aktienregister angegebene Adresse zugesandt. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht weder bei der Ausgabe von Inhaberaktien noch bei der Ausgabe von Namensaktien. Die Arten der Aktien werden für den Fonds im Anhang zum Verkaufsprospekt angegeben.

2. Zum Zwecke der problemlosen Übertragbarkeit wird die Girosammelverwahrbarkeit der Aktien beantragt.

3. Sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen der Investmentgesellschaft an die Aktionäre können an die Anschrift gesandt werden, die in das Aktienregister eingetragen wurde. Falls ein Aktionär eine solche Anschrift nicht mitteilt, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass eine entsprechende Notiz in das Aktienregister eingetragen wird. In diesem Falle wird der Aktionär solange behandelt als befände sich seine Anschrift am Sitz der Investmentgesellschaft bis der Aktionär der Investmentgesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Der Aktionär kann zu jeder Zeit seine in dem Aktienregister eingetragene Anschrift, durch schriftliche Mitteilung an die Register- und Transferstelle an deren Gesellschaftssitz oder an eine vom Verwaltungsrat bestimmte Anschrift korrigieren.

4. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, jederzeit eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Aktien auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen.

5. Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder einem Verwaltungsratsmitglied und einem rechtmäßig vom Verwaltungsrat dazu ermächtigten Bevollmächtigten unterzeichnet.

Unterschriften des Verwaltungsrates können entweder von Hand, in gedruckter Form oder mittels eines Namensstempels geleistet werden. Die Unterschrift eines Bevollmächtigten ist handschriftlich zu leisten.

6. Alle Aktien am Fonds haben grundsätzlich die gleichen Rechte, es sei denn der Verwaltungsrat beschließt, gemäß der nachfolgenden Ziffer dieses Artikels, innerhalb des Fonds verschiedene Aktienklassen auszugeben.

7. Der Verwaltungsrat kann beschließen, innerhalb des Fonds von Zeit zu Zeit zwei oder mehrere Aktienklassen vorzusehen. Die Aktienklassen können sich in ihren Merkmalen und Rechten nach der Art der Verwendung ihrer Erträge, nach der Gebührenstruktur oder anderen spezifischen Merkmalen und Rechten unterscheiden. Alle Aktien sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Aktienklasse beteiligt. Sofern für den Fonds Aktienklassen gebildet werden, findet dies unter Angabe der spezifischen Merkmale oder Rechte im Anhang zum Verkaufsprospekt Erwähnung.

8. Durch Beschluss des Verwaltungsrats der Investmentgesellschaft können Aktienklassen des Fonds einem Aktiensplit unterzogen werden.

#### **Art. 12. Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie.**

1. Das Netto-Gesellschaftsvermögen der Investmentgesellschaft lautet auf Euro (EUR) („Referenzwährung“).

2. Der Wert einer Aktie („Nettoinventarwert pro Aktie“) lautet auf die im Anhang zum Verkaufsprospekt angegebene Währung („Fondswährung“), sofern nicht für etwaige weitere Aktienklassen im jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt eine von der Fondswährung abweichende Währung angegeben ist („Aktienklassenwährung“).

3. Der Nettoinventarwert pro Aktie wird von der Investmentgesellschaft oder einem von ihr Beauftragten unter Aufsicht der Depotbank an jedem Tag, der Bankarbeitstag in Luxemburg ist, mit Ausnahme des 24. und 31. Dezember eines jeden Jahres („Bewertungstag“) berechnet und bis auf zwei Dezimalstellen kaufmännisch gerundet. Der Verwaltungsrat kann für den Fonds eine abweichende Regelung treffen, wobei zu berücksichtigen ist, dass der Nettoinventarwert pro Aktie mindestens zweimal im Monat zu berechnen ist.

4. Zur Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie wird der Wert der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten des Fonds („Netto-Fondsvermögen“) an jedem Bewertungstag ermittelt und durch die Anzahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des Fonds geteilt. Die Investmentgesellschaft kann jedoch beschließen, den Nettoinventarwert pro Aktie am 24. und 31. Dezember eines Jahres zu ermitteln, ohne dass es sich bei diesen Wertermittlungen um Berechnungen des Nettoinventarwertes je Aktie an einem Bewertungstag im Sinne des vorstehenden Satz 1 dieser Ziffer 4 handelt. Folglich können die Aktionäre keine Ausgabe, Rücknahme und/oder Umtausch von Aktien auf Grundlage eines am 24. Dezember und/oder 31. Dezember eines Jahres ermittelten Nettoinventarwertes pro Aktie verlangen.

5. Soweit in Jahres- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken aufgrund gesetzlicher Vorschriften oder gemäß den Regelungen dieser Satzung Auskunft über die Situation des Netto-Gesellschaftsvermögens gegeben werden muss, werden die Vermögenswerte des Fonds in die Referenzwährung umgerechnet. Das Netto-Fondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, abgeleitete Finanzinstrumente (Derivate) sowie sonstige Anlagen, die an einer Wertpapierbörse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs, der eine verlässliche Bewertung gewährleistet, des dem Bewertungstag vorhergehenden Börsentages bewertet. Soweit Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, abgeleitete Finanzinstrumente (Derivate) sowie sonstige Anlagen an mehreren Wertpapierbörsen amtlich notiert sind, ist die Börse mit der höchsten Liquidität maßgeblich.

b) Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, abgeleitete Finanzinstrumente (Derivate) sowie sonstige Anlagen, die nicht an einer Wertpapierbörse amtlich notiert sind (oder deren Börsenkurse z.B. aufgrund mangelnder Liquidität als nicht repräsentativ angesehen werden), die aber an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs des dem Bewertungstag vorhergehenden Handelstages sein darf und den die Investmentgesellschaft nach Treu und Glauben für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, abgeleitete Finanzinstrumente (Derivate) sowie sonstige Anlagen verkauft werden können.



c) OTC-Derivate werden auf einer von der Investmentgesellschaft festzulegenden und überprüfaren Grundlage auf Tagesbasis bewertet.

d) Anteile an OGAW bzw. OGA werden grundsätzlich zum letzten vor dem Bewertungstag festgestellten Rücknahmepreis angesetzt oder zum letzten verfügbaren Kurs, der eine verlässliche Bewertung gewährleistet, bewertet. Falls für Investmentanteile die Rücknahme ausgesetzt ist oder keine Rücknahmepreise festgelegt werden, werden diese Anteile ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Investmentgesellschaft nach Treu und Glauben, allgemein anerkannten und nachprüfaren Bewertungsregeln festlegt.

e) Falls die jeweiligen Kurse nicht marktgerecht sind und falls für andere als die unter Buchstaben a) bis d) genannten Finanzinstrumente keine Kurse festgelegt wurden, werden diese Finanzinstrumente, ebenso wie die sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Investmentgesellschaft nach Treu und Glauben, allgemein anerkannten und nachprüfaren Bewertungsregeln (z.B. geeignete Bewertungsmodelle unter Berücksichtigung der aktuellen Marktgegebenheiten) festlegt.

f) Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

g) Forderungen, z.B. abgegrenzte Zinsansprüche und Verbindlichkeiten, werden grundsätzlich zum Nennwert angesetzt.

h) Der Marktwert von Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten, abgeleiteten Finanzinstrumenten (Derivaten) und sonstigen Anlagen, die auf eine andere Währung als die Fondswährung lauten, wird zu dem unter Zugrundelegung des WM/Reuters-Fixing um 17.00 Uhr (16.00 Uhr Londoner Zeit) ermittelten Devisenkurs des dem Bewertungstag vorhergehenden Börsentages in die Fondswährung umgerechnet. Gewinne und Verluste aus Devisentransaktionen, werden jeweils hinzugerechnet oder abgesetzt.

Das Netto-Fondsvermögen wird um die Ausschüttungen reduziert, die gegebenenfalls an die Aktionäre des Fonds gezahlt wurden.

6. Die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie erfolgt nach den vorstehend aufgeführten Kriterien. Soweit jedoch innerhalb des Fonds Aktienklassen gebildet wurden, erfolgt die daraus resultierende Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie innerhalb des Fonds nach den vorstehend aufgeführten Kriterien für jede Aktienklasse getrennt.

### **Art. 13. Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie.**

1. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre gerechtfertigt ist, insbesondere:

a) während der Zeit, in der eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, an/auf welcher(m) ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte notiert oder gehandelt werden, aus anderen Gründen als gesetzlichen oder Bankfeiertagen, geschlossen ist oder der Handel an dieser Börse bzw. an dem entsprechenden Markt ausgesetzt bzw. eingeschränkt wurde;

b) in Notlagen, wenn die Investmentgesellschaft über Fondsanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie ordnungsgemäß durchzuführen.

c) wenn im Falle einer Unterbrechung der Nachrichtenverbindungen oder aus irgendeinem Grund der Wert eines Vermögenswertes nicht schnell oder genau genug bestimmt werden kann.

2. Solange die Berechnung des Netto-Inventarwertes pro Aktie zeitweilig eingestellt ist, werden auch die Ausgabe, die Rücknahme und der Umtausch von Aktien zeitweilig eingestellt.

3. Aktionäre, welche einen Zeichnungs-, Rücknahme- bzw. Umtauschantrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie unverzüglich benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt. Während die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie eingestellt ist, werden Zeichnungs-, Rücknahme- bzw. Umtauschanträge nicht ausgeführt.

4. Zeichnungs-, Rücknahme- bzw. Umtauschanträge verfallen im Falle einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie automatisch. Der Aktionär bzw. potentielle Aktionär wird darüber informiert, dass nach der Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes die Zeichnungs-, Rücknahme-, bzw. Umtauschanträge erneut eingereicht werden müssen.

5. Die Einstellung sowie die Wiederaufnahme der Netto-Inventarwertberechnung werden in den für Anlegerinformationen vorgesehenen Medien veröffentlicht.

### **Art. 14. Ausgabe von Aktien.**

1. Aktien werden jeweils am Erstausgabetag bzw. innerhalb der Erstausgabeperiode des Fonds, zu einem bestimmten Erstanteilwert (zuzüglich Ausgabeaufschlag zugunsten des jeweiligen Vermittlers) ausgegeben, so wie für den Fonds im Anhang zum Verkaufsprospekt beschrieben. Im Anschluss an diesen Erstausgabetag bzw. an diese Erstausgabeperiode werden Aktien an jedem Bewertungstag zum Ausgabepreis ausgegeben. Ausgabepreis ist der Nettoinventarwert pro Aktie gemäß Artikel 12 Nr. 4 der Satzung, zuzüglich eines etwaigen Ausgabeaufschlages zugunsten des jeweiligen Vermittlers, dessen maximale Höhe für den Fonds im Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt ist. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

2. Zeichnungsanträge für den Erwerb von Namensaktien können bei der Investmentgesellschaft, der Verwaltungsgesellschaft der Register- und Transferstelle und einer etwaigen Vertriebsstelle eingereicht werden. Diese entgegennehmenden Stellen sind zur unverzüglichen Weiterleitung der Zeichnungsanträge an die Register- und Transferstelle verpflichtet. Maßgeblich ist der Eingang bei der Register- und Transferstelle. Diese nimmt die Zeichnungsanträge im Auftrag der Investmentgesellschaft an.

Zeichnungsanträge für den Erwerb von Inhaberaktien werden von der Stelle, bei der der Antragsteller sein Depot unterhält, an die Register- und Transferstelle weitergeleitet. Maßgeblich ist der Eingang bei der Register- und Transferstelle. Diese nimmt die Zeichnungsanträge im Auftrag der Investmentgesellschaft an.

Vollständige Zeichnungsanträge, welche bis zu dem im Verkaufsprospekt bestimmten Zeitpunkt an einem Bewertungstag bei der maßgeblichen Stelle eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des darauf folgenden Bewertungstages abgerechnet, sofern der Gegenwert der gezeichneten Aktien zur Verfügung steht. Die Investmentgesellschaft stellt auf jeden Fall sicher, dass die Ausgabe von Aktien auf der Grundlage eines dem Antragsteller vorher unbekanntes Nettoinventarwertes pro Aktie abgerechnet wird. Sollte dennoch der Verdacht bestehen, dass ein Antragsteller Late Trading betreibt, kann die Verwaltungsgesellschaft die Annahme des Zeichnungsantrages solange verweigern, bis der Antragsteller jegliche Zweifel in Bezug auf seinen Zeichnungsantrag ausgeräumt hat. Vollständige Zeichnungsanträge, welche nach dem im Verkaufsprospekt bestimmten Zeitpunkt an einem Bewertungstag bei der maßgeblichen Stelle eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des übernächsten Bewertungstages abgerechnet, sofern der Gegenwert der gezeichneten Namensaktien zur Verfügung steht.

Sollte der Gegenwert der gezeichneten Aktien zum Zeitpunkt des Eingangs des vollständigen Zeichnungsantrages bei der maßgeblichen Stelle nicht zur Verfügung stehen oder der Zeichnungsantrag fehlerhaft oder unvollständig sein, wird der Zeichnungsantrag als mit dem Datum bei der maßgeblichen Stelle eingegangen betrachtet, an dem der Gegenwert der gezeichneten Aktien zur Verfügung steht bzw. der Zeichnungsantrag ordnungsgemäß vorliegt.

Die Namensaktien werden unverzüglich bei Eingang des vollständigen Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Investmentgesellschaft von der Register- und Transferstelle zugeteilt und durch Eintragung in das Aktienregister übertragen.

Inhaberaktien werden bei Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Investmentgesellschaft von der Depotbank übertragen, indem sie der Stelle gutgeschrieben werden, bei der der Zeichner sein Depot unterhält.

Ein Zeichnungsantrag für den Erwerb von Namensaktien ist dann vollständig, wenn er den Namen, den Vornamen und die Anschrift, das Geburtsdatum und den Geburtsort, den Beruf und die Staatsangehörigkeit des Aktionärs, die Anzahl der auszugebenden Aktien bzw. den zu investierenden Betrag, sowie den Namen des Fonds angibt und wenn er von dem entsprechenden Aktionär unterschrieben ist. Darüber hinaus muss die Art und Nummer sowie die ausstellende Behörde des amtlichen Ausweises, den der Aktionär zur Identifizierung vorgelegt hat, auf dem Zeichnungsschein vermerkt sein sowie eine Aussage darüber, ob es sich bei dem Aktionär um eine politisch exponierte Persönlichkeit handelt. Die Richtigkeit der Angaben ist von der entgegennehmenden Stelle auf dem Zeichnungsantrag zu bestätigen.

Des Weiteren erfordert die Vollständigkeit eine Aussage darüber, dass der/die Aktionär(-e) wirtschaftlich Berechtigte (-r) der zu investierenden und auszugebenden Aktien sind; Die Bestätigung des Aktionärs/der Aktionäre, dass es sich bei den zu investierenden Geldern nicht um Erträge aus einer/mehreren strafbare/-n/-r Handlung/-en handelt; Eine Kopie des zur Identifizierung vorgelegten amtlichen Personalausweises oder Reisepasses. Diese Kopie ist mit einem Vermerk: „Wir bestätigen, dass die in dem amtlichen Ausweispapier ausgewiesene Person in Person identifiziert wurde und die vorliegende Kopie des amtlichen Ausweispapiers mit dem Original übereinstimmt“ zu versehen.

Der Ausgabepreis ist innerhalb von der im Anhang zum Verkaufsprospekt angegebenen Anzahl von Bankarbeitstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in der Fondswährung bei der Depotbank in Luxemburg zahlbar.

3. Im Falle von Sparplänen wird höchstens ein Drittel von jeder der für das erste Jahr vereinbarten Zahlungen für die Deckung von Kosten verwendet und die restlichen Kosten auf alle späteren Zahlungen gleichmäßig verteilt.

#### **Art. 15. Beschränkung und Einstellung der Ausgabe von Aktien.**

1. Die Investmentgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen ohne Angabe von Gründen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Aktien zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen oder Aktien einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurücknehmen, wenn dies im Interesse der Aktionäre, im öffentlichen Interesse, zum Schutz der Investmentgesellschaft oder der Aktionäre erforderlich erscheint, insbesondere wenn:

- a) ein Verdachtsfall besteht, dass durch den jeweiligen Aktionär mit dem Erwerb der Aktien das „Market Timing“, das „Late Trading“ oder sonstige Markttechniken betrieben werden, die der Gesamtheit der Aktionäre schaden können,
- b) der Aktionär nicht die Bedingung für einen Erwerb der Aktien erfüllt oder
- c) die Aktien in einem Staat vertrieben oder in einem solchen Staat von einer Person (z.B. US-Bürger) erworben worden sind, in dem der Fonds zum Vertrieb oder der Erwerb von Aktien durch einen solchen Aktionär (z.B. US-Bürger) nicht zugelassen ist.

2. In diesem Fall wird die Register- und Transferstelle auf nicht bereits ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen ohne Zinsen unverzüglich zurückerstatten.

3. Die Ausgabe von Aktien wird insbesondere dann zeitweilig eingestellt, wenn die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie eingestellt wird.

## **Art. 16. Rücknahme und Umtausch von Aktien.**

1. Die Aktionäre sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Aktien zum Nettoinventarwert pro Aktie gemäß Artikel 12 Nr. 4 der Satzung, gegebenenfalls abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages („Rücknahmepreis“) zu beantragen. Diese Rücknahme erfolgt nur an einem Bewertungstag. Sollte ein Rücknahmeabschlag erhoben werden, so ist dessen maximale Höhe für den Fonds im Anhang zum Verkaufsprospekt angegeben.

Der Rücknahmepreis kann sich in bestimmten Ländern um dort anfallende Steuern und andere Belastungen vermindern. Mit Auszahlung des Rücknahmepreises erlischt die entsprechende Aktie.

2. Die Auszahlung des Rücknahmepreises sowie etwaige sonstige Zahlungen an die Aktionäre erfolgen über die Depotbank sowie über die Zahlstellen. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

Die Investmentgesellschaft kann Aktien einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse oder zum Schutz der Aktionäre, der Investmentgesellschaft erforderlich erscheint, insbesondere wenn:

- a) ein Verdachtsfall besteht, dass durch den jeweiligen Aktionär mit dem Erwerb der Aktien das „Market Timing“, das „Late Trading“ oder sonstige Markttechniken betrieben werden, die der Gesamtheit der Aktionäre schaden können,
- b) der Aktionär nicht die Bedingung für einen Erwerb der Aktien erfüllt oder
- c) die Aktien in einem Staat vertrieben oder in einem solchen Staat von einer Person (z.B. US-Bürger) erworben worden sind, in dem der Fonds zum Vertrieb oder der Erwerb von Aktien durch einen solchen Aktionär (z.B. US-Bürger) nicht zugelassen ist.

3. Der Umtausch sämtlicher Aktien oder eines Teils der Aktien in Aktien einer anderen Aktienklasse erfolgt auf der Grundlage des maßgeblichen Nettoinventarwertes pro Aktie der betreffenden Aktienklasse.

Die Investmentgesellschaft kann für den Fonds jederzeit einen Umtauschantrag zurückweisen, wenn dies im Interesse der Investmentgesellschaft oder im Interesse der Aktionäre geboten erscheint, insbesondere wenn

- a) ein Verdachtsfall besteht, dass durch den jeweiligen Aktionär mit dem Erwerb der Aktie „Market Timing“, „Late Trading“ oder sonstige Markttechniken betrieben werden, die der Gesamtheit der Anleger schaden könnten,
- b) der Aktionär nicht die Bedingungen für einen Erwerb der Aktien erfüllt oder
- c) die Aktien in einem Staat vertrieben oder in einem solchen Staat von einer Person (z.B. US-Bürger) erworben worden sind, in dem der Fonds zum Vertrieb oder der Erwerb von Aktien durch einen solchen Aktionär (z.B. US-Bürger) nicht zugelassen ist.

4. Vollständige Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge für die Rücknahme bzw. den Umtausch von Namensaktien können bei der Investmentgesellschaft, der Verwaltungsgesellschaft, der Register- und Transferstelle und einer etwaigen Vertriebsstelle eingereicht werden. Diese entgegennehmenden Stellen sind zur unverzüglichen Weiterleitung der Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge an die Register- und Transferstelle verpflichtet.

Vollständige Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge für die Rücknahme bzw. den Umtausch von Inhaberaktien werden durch die Stelle, bei der der Aktionär sein Depot unterhält, an die Register- und Transferstelle weitergeleitet. Maßgeblich ist der Eingang bei der Register- und Transferstelle.

Ein Rücknahmeauftrag bzw. ein Umtauschantrag für die Rücknahme bzw. den Umtausch von Namensaktien ist dann vollständig, wenn er den Namen und die Anschrift des Aktionärs sowie die Anzahl bzw. den Gegenwert der zurückzugebenden oder umzutauschenden Aktien und den Namen des Fonds angibt, und wenn er von dem entsprechenden Aktionär unterschrieben ist.

Vollständige Rücknahmeaufträge bzw. vollständige Umtauschanträge, welche bis zu dem im Verkaufsprospekt bestimmten Zeitpunkt an einem Bewertungstag bei der maßgeblichen Stelle eingegangen sind, werden zum Nettoinventarwert pro Aktie des darauf folgenden Bewertungstages, abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages, abgerechnet. Die Investmentgesellschaft stellt auf jeden Fall sicher, dass die Rücknahme bzw. der Umtausch von Aktien auf der Grundlage eines dem Aktionär vorher unbekanntes Nettoinventarwertes pro Aktie abgerechnet wird. Vollständige Rücknahmeaufträge bzw. vollständige Umtauschanträge, welche nach einem im Verkaufsprospekt bestimmten Zeitpunkt an einem Bewertungstag bei der maßgeblichen Stelle eingegangen sind, werden zum Nettoinventarwert pro Aktie des übernächsten Bewertungstages, abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages, abgerechnet.

Die Auszahlung des Rücknahmepreises erfolgt innerhalb von der im Anhang des Fonds angegebenen Anzahl von Bankarbeitstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in der Fondswährung. Im Fall von Namensaktien erfolgt die Auszahlung auf ein vom Aktionär anzugebendes Konto.

Sich aus dem Umtausch von Aktien ergebende Spitzenbeträge werden dem Aktionär gutgeschrieben.

5. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, die Rücknahme bzw. den Umtausch von Aktien wegen einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie zeitweilig einzustellen.

6. Die Investmentgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank unter Wahrung der Interessen der Aktionäre berechtigt, erhebliche Rücknahmen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des Fonds ohne Verzögerung verkauft wurden. In diesem Falle erfolgt die Rücknahme zum dann geltenden Rücknahmepreis. Entsprechendes gilt für Anträge auf Umtausch von Aktien. Die Investmentgesellschaft achtet aber darauf, dass dem Fonds-



vermögen ausreichende flüssige Mittel zur Verfügung stehen, damit eine Rücknahme bzw. der Umtausch von Aktien auf Antrag von Aktionären unter normalen Umständen unverzüglich erfolgen kann.

7. Solange die Rücknahme der Aktien ausgesetzt ist, werden keine neuen Aktien des Fonds ausgegeben. Umtausche von Aktien, deren Rückgabe vorübergehend eingeschränkt ist, sind nicht möglich.

8. Aktionäre, welche einen Rücknahme- bzw. einen Umtauschantrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Rücknahmen der Aktie unverzüglich benachrichtigt. Rücknahme- bzw. Umtauschanträge verfallen im Falle einer Einstellung der Rücknahmen automatisch.

9. Die Einstellung sowie die Wiederaufnahme der Rücknahmen werden in den für Anlegerinformationen vorgesehenen Medien veröffentlicht.

## V. Generalversammlung

**Art. 17. Rechte der Generalversammlung.** Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt alle Aktionäre der Investmentgesellschaft. Sie hat die weitesten Befugnisse, um alle Handlungen der Investmentgesellschaft anzuordnen oder zu bestätigen. Ihre Beschlüsse sind bindend für alle Aktionäre, sofern diese Beschlüsse in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Gesetz und dieser Satzung stehen, insbesondere sofern sie nicht in die Rechte der getrennten Versammlungen der Aktionäre einer bestimmten Aktienklasse eingreifen.

### Art. 18. Einberufung.

1. Die jährliche Generalversammlung wird gemäß dem Luxemburger Gesetz in Luxemburg, am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen Ort der Gemeinde, in der sich der Gesellschaftssitz befindet, der in der Einberufung festgelegt wird, am 3. Mittwoch im Mai eines jeden Jahres um 11.00 Uhr, abgehalten, erstmals im Jahr 2015. Falls dieser Tag ein Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Generalversammlung am ersten nachfolgenden Bankarbeitstag in Luxemburg abgehalten.

Die jährliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach seinem Ermessen feststellt, dass außergewöhnliche Umstände dies erfordern. Eine derartige Entscheidung des Verwaltungsrates ist unanfechtbar.

2. Die Aktionäre kommen außerdem aufgrund einer den gesetzlichen Bestimmungen entsprechenden Einberufung des Verwaltungsrates zusammen. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche mindestens ein Fünftel des Vermögens der Investmentgesellschaft repräsentieren, zusammentreten. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in denen die Generalversammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt; in solchen Fällen kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

3. Die Einberufung muss die Tagesordnung enthalten und mindestens 14 Tage vor der Versammlung an jeden Inhaber von Namensaktien an dessen im Aktienregister eingetragene Anschrift versendet werden. Den Inhabern von Inhaberaktien werden die Einberufung sowie die Tagesordnung entsprechend der gesetzlichen Vorgaben bekannt gemacht.

4. Die Tagesordnung wird grundsätzlich vom Verwaltungsrat vorbereitet. Auf Antrag von Aktionären, welche mindestens ein Fünftel des Vermögens der Investmentgesellschaft repräsentieren, wird der Verwaltungsrat die Tagesordnung ändern bzw. ergänzen. Ein solcher Antrag der Aktionäre muss mindestens 10 Tage vor der Versammlung bei dem Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft eingehen. Der Verwaltungsrat wird die neue Tagesordnung unverzüglich den Aktionären bekannt geben. In den Fällen, in denen die Generalversammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre, welche mindestens ein Fünftel des Vermögens der Investmentgesellschaft repräsentieren, zusammentritt, wird die Tagesordnung durch die Aktionäre erstellt. Sie ist dem schriftlichen Antrag der Aktionäre auf Einberufung einer außerordentlichen Generalversammlung anzuhängen. In solchen Fällen kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

5. Außerordentliche Generalversammlungen können zu der Zeit und an dem Orte abgehalten werden, wie es in der Einberufung zur jeweiligen außerordentlichen Generalversammlung angegeben ist.

6. Die oben unter 2. bis 5. aufgeführten Regeln gelten entsprechend für getrennte Generalversammlungen einer oder mehrerer Aktienklassen.

**Art. 19. Beschlussfähigkeit und Abstimmung.** Grundsätzlich ist jeder Aktionär an den Generalversammlungen teilnahmeberechtigt. Jeder Aktionär kann sich vertreten lassen, indem er eine andere Person schriftlich als seinen Bevollmächtigten bestimmt.

An für einzelne Aktienklassen stattfindenden Generalversammlungen, die ausschließlich die jeweiligen Aktienklassen betreffende Beschlüsse fassen können, dürfen nur diejenigen Aktionäre teilnehmen, die Aktien der entsprechenden Aktienklassen halten. Der Verwaltungsrat kann gestatten, dass Aktionäre an Generalversammlungen per Videokonferenz oder anderen Kommunikationsmitteln teilnehmen, falls diese Methoden eine Identifikation der Aktionäre erlauben und für die Aktionäre eine fortwährende und effektive Teilnahme an der Generalversammlung ermöglicht.

Die Vollmachten, deren Form vom Verwaltungsrat festgelegt werden kann, müssen mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung am Gesellschaftssitz hinterlegt werden.

Alle anwesenden Aktionäre und Bevollmächtigte müssen sich vor Eintritt in die Generalversammlungen in die vom Verwaltungsrat aufgestellte Anwesenheitsliste einschreiben.

Der Verwaltungsrat kann weitere Bedingungen festlegen, die von Anteilhabern zu erfüllen sind, um an Generalversammlungen teilnehmen zu können.

Die Generalversammlung entscheidet über alle im Gesetz vom 10. August 1915 sowie im Gesetz vom 17. Dezember 2010, vorgesehenen Angelegenheiten, und zwar in den Formen, mit dem Quorum und den Mehrheiten die von den vorgenannten Gesetzen vorgesehen sind. Sofern die vorgenannten Gesetze oder die vorliegende Satzung nichts Gegenteiliges anordnen, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Aktionäre gefasst.

Jede Aktie gibt das Recht auf eine Stimme. Aktienbruchteile sind nicht stimmberechtigt. Aktienbruchteile berechtigen jedoch den Aktionär anteilmäßig Ausschüttungen und Liquidationserlöse zu erhalten.

Bei Fragen, welche die Investmentgesellschaft als Ganzes betreffen, stimmen die Aktionäre gemeinsam ab. Eine getrennte Abstimmung erfolgt jedoch bei Fragen, die nur eine oder mehrere Aktienklasse(n) betreffen.

Die Beschlüsse der Generalversammlung sind grundsätzlich bindend für alle Aktionäre, sofern diese Beschlüsse in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Gesetz und dieser Satzung stehen, insbesondere sofern sie nicht in die Rechte der getrennten Versammlungen der Aktionäre einer bestimmten Aktienklasse eingreifen. Findet eine getrennte Abstimmung für eine oder mehrere Aktienklasse(n) statt, binden die Beschlüsse grundsätzlich alle Aktionäre der Aktienklasse (n).

#### **Art. 20. Vorsitzender, Stimmzähler, Sekretär.**

1. Die Generalversammlung tritt unter dem Vorsitz des Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder, im Falle seiner Abwesenheit, unter dem Vorsitz eines von der Generalversammlung gewählten Vorsitzenden zusammen.

2. Der Vorsitzende bestimmt einen Sekretär, der nicht notwendigerweise Aktionär sein muss, und die Generalversammlung ernennt unter den anwesenden und dies annehmenden Aktionären oder den Vertretern der Aktionäre einen Stimmzähler.

3. Die Protokolle der Generalversammlung werden von dem Vorsitzenden, dem Stimmzähler und dem Sekretär der jeweiligen Generalversammlung und den Aktionären, die dies verlangen, unterschrieben.

4. Abschriften und Auszüge, die von der Investmentgesellschaft zu erstellen sind, werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

### **VI. Verwaltungsrat**

#### **Art. 21. Zusammensetzung.**

1. Der Verwaltungsrat besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die von der Generalversammlung bestimmt werden und die nicht Aktionäre der Investmentgesellschaft sein müssen.

Die erste Bestellung des Verwaltungsrates erfolgt durch die Generalversammlung, welche im Anschluss an die Gründung der Gesellschaft stattfindet.

Auf der Generalversammlung kann ein neues Mitglied, das dem Verwaltungsrat bislang nicht angehört hat, nur dann zum Verwaltungsratsmitglied gewählt werden, wenn

a) diese betreffende Person vom Verwaltungsrat zur Wahl vorgeschlagen wird oder

b) ein Aktionär, der bei der anstehenden Generalversammlung, die den Verwaltungsrat bestimmt, voll stimmberechtigt ist, dem Vorsitzenden - oder wenn dies unmöglich sein sollte, einem anderen Verwaltungsratsmitglied - schriftlich nicht weniger als sechs und nicht mehr als dreißig Tage vor dem für die Generalversammlung vorgesehenen Datum seine Absicht unterbreitet, eine andere Person als seiner selbst zur Wahl oder zur Wiederwahl vorzuschlagen, zusammen mit einer schriftlichen Bestätigung dieser Person, sich zur Wahl stellen zu wollen, wobei jedoch der Vorsitzende der Generalversammlung unter der Voraussetzung einstimmiger Zustimmung aller anwesenden Aktionäre den Verzicht auf die oben aufgeführten Erklärungen beschließen kann und die solcherweise nominierte Person zur Wahl vorschlagen kann.

2. Die Generalversammlung bestimmt die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Dauer ihrer Mandate. Eine Mandatsperiode darf die Dauer von sechs Jahren nicht überschreiten. Ein Verwaltungsratsmitglied kann wieder gewählt werden.

3. Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden von der Generalversammlung ernannten Mitglieder des Verwaltungsrates bis zur nächstfolgenden Generalversammlung einen vorläufigen Nachfolger bestimmen (Kooption). Der so bestimmte Nachfolger führt die Amtszeit seines Vorgängers zu Ende und ist berechtigt, gemeinsam mit den anderen Mitgliedern des Verwaltungsrats für weitere ausscheidende Mitglieder des Verwaltungsrats vorläufige Nachfolger im Rahmen der Kooption zu bestimmen.

4. Die Verwaltungsratsmitglieder können jederzeit von der Generalversammlung abberufen werden.

**Art. 22. Befugnisse.** Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, alle Geschäfte zu tätigen und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten der Investmentgesellschaft, soweit sie nicht nach dem Gesetz vom 10. August 1915 oder nach dieser Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind.

Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung der Investmentgesellschaft auf natürliche oder juristische Personen übertragen, die keine Mitglieder des Verwaltungsrates zu sein brauchen und diesen für ihre Tätigkeiten Gebühren und Provisionen zahlen. Die Übertragung von Aufgaben an Dritte erfolgt stets unter der Aufsicht des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat hat darüber hinaus die Befugnis Interimdividenden auszuschütten.

**Art. 23. Interne Organisation des Verwaltungsrates.** Der Verwaltungsrat ernennt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden.

Der Verwaltungsratsvorsitzende steht den Sitzungen des Verwaltungsrates vor; in seiner Abwesenheit bestimmt der Verwaltungsrat ein anderes Verwaltungsratsmitglied als Sitzungsvorsitzenden.

Der Vorsitzende kann einen Sekretär ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Verwaltungsrates zu sein braucht und der die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates und der Generalversammlung zu erstellen hat.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, eine Verwaltungsgesellschaft, einen Fondsmanager, Anlageberater sowie Anlagenausschüsse für den Fonds zu ernennen und deren Befugnisse festzulegen.

**Art. 24. Häufigkeit und Einberufung.** Der Verwaltungsrat tritt, auf Einberufung des Vorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort, so oft zusammen, wie es die Interessen der Investmentgesellschaft erfordern, mindestens jedoch einmal im Jahr.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden mindestens 48 (achtundvierzig) Stunden vor der Sitzung des Verwaltungsrates schriftlich, mittels Brief, Telefax oder E-Mail einberufen, es sei denn die Wahrung der vorgenannten Frist ist aufgrund von Dringlichkeit unmöglich. In diesen Fällen sind Art und Gründe der Dringlichkeit im Einberufungsschreiben anzugeben.

Ein Einberufungsschreiben ist, sofern jedes Verwaltungsratsmitglied entweder bei Anwesenheit in der Sitzung keine Einwände gegen die Form der Einladung erhoben oder sein Einverständnis schriftlich, mittels Brief, Telefax oder E-Mail gegeben hat, nicht erforderlich.

Eine gesonderte Einberufung ist nicht erforderlich, wenn eine Sitzung des Verwaltungsrates zu einem Termin und an einem Ort stattfindet, die in einem im Voraus vom Verwaltungsrat gefassten Beschluss festgelegt sind.

**Art. 25. Sitzungen des Verwaltungsrates.** Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Sitzung des Verwaltungsrates teilhaben, auch indem es schriftlich, mittels Brief oder Telefax ein anderes Verwaltungsratsmitglied als seinen Bevollmächtigten ernennt.

Darüber hinaus kann jedes Verwaltungsratsmitglied an einer Sitzung des Verwaltungsrates im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung des Verwaltungsrates einander hören können, teilnehmen. Diese Art der Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung des Verwaltungsrates gleich.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder bei der Sitzung des Verwaltungsrates zugegen oder vertreten ist. Die Beschlüsse werden durch einfache Mehrheit der Stimmen der anwesenden bzw. vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Sitzungsvorsitzenden ausschlaggebend.

Die Verwaltungsratsmitglieder können, mit Ausnahme von im Umlaufverfahren gefassten Beschlüssen, wie nachfolgend beschrieben, nur im Rahmen von Sitzungen des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft, die ordnungsgemäß einberufen worden sind, Beschlüsse fassen.

Die Verwaltungsratsmitglieder können einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren fassen. In diesem Falle sind die von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterschriebenen Beschlüsse gleichermaßen gültig und vollzugsfähig wie solche, die während einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung des Verwaltungsrates gefasst wurden. Diese Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Kopien desselben Dokumentes gemacht werden und können mittels Brief oder Telefax eingeholt werden.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse und Pflichten der täglichen Verwaltung an juristische oder natürliche Personen, die nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen, delegieren und diesen für ihre Tätigkeiten Gebühren und Provisionen zahlen, die im Einzelnen in Artikel 35 beschrieben sind.

**Art. 26. Protokolle.** Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in Protokollen festgehalten, die in ein diesbezügliches Register eingetragen und vom Sitzungsvorsitzenden und vom Sekretär unterschrieben werden.

Abschriften und Auszüge dieser Protokolle werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

**Art. 27. Zeichnungsbefugnis.** Die Investmentgesellschaft wird durch die Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtlich gebunden. Der Verwaltungsrat kann ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglied(er) ermächtigen, die Investmentgesellschaft durch Einzelunterschrift zu vertreten. Daneben kann der Verwaltungsrat andere juristische oder natürliche Personen ermächtigen, die Investmentgesellschaft entweder durch Einzelunterschrift oder gemeinsam mit einem Verwaltungsratsmitglied oder einer anderen vom Verwaltungsrat bevollmächtigten juristischen oder natürlichen Person rechtsgültig zu vertreten.

**Art. 28. Unvereinbarkeitsbestimmungen.** Kein Vertrag, kein Vergleich oder sonstiges Rechtsgeschäft, das die Investmentgesellschaft mit anderen Gesellschaften schließt, wird durch die Tatsache beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder

mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Investmentgesellschaft irgendetwelche Interessen in oder Beteiligungen an irgendeiner anderen Gesellschaft haben, oder durch die Tatsache, dass sie Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, Direktor, Geschäftsführer, Bevollmächtigter oder Angestellter der anderen Gesellschaft sind.

Dieses(r) Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft, welches(r) zugleich Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer Bevollmächtigter oder Angestellter einer anderen Gesellschaft ist, mit der die Investmentgesellschaft Verträge abgeschlossen hat oder mit der sie in einer anderen Weise in geschäftlichen Beziehungen steht, wird dadurch nicht das Recht verlieren, zu beraten, abzustimmen und zu handeln, was die Angelegenheiten, die mit einem solchen Vertrag oder solchen Geschäften in Verbindung stehen, anbetrifft.

Falls aber ein Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter ein persönliches Interesse in irgendeiner Angelegenheit der Investmentgesellschaft hat, muss dieses Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft den Verwaltungsrat über dieses persönliche Interesse informieren, und er wird weder mitberaten noch am Votum über diese Angelegenheit teilnehmen. Ein Bericht über diese Angelegenheit und über das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors oder Bevollmächtigten muss bei der nächsten Generalversammlung erstattet werden.

Der Begriff „persönliches Interesse“, wie er im vorstehenden Absatz verwendet wird, findet keine Anwendung auf jedwede Beziehung und jedwedes Interesse, die nur deshalb entstehen, weil das Rechtsgeschäft zwischen der Investmentgesellschaft einerseits und dem Fondsmanager, der Zentralverwaltungsstelle, der Register- und Transferstelle (bzw. ein mit diesen mittelbar oder unmittelbar verbundenes Unternehmen) oder jeder anderen von der Investmentgesellschaft benannten Gesellschaft andererseits geschlossen wird.

Die vorhergehenden Bestimmungen sind in Fällen, in denen die Depotbank Partei eines solchen Vertrages, Vergleiches oder sonstigen Rechtsgeschäftes ist, nicht anwendbar. Geschäftsleiter, Prokuristen und die zum gesamten Geschäftsbetrieb ermächtigten Handlungsbevollmächtigten der Depotbank dürfen nicht gleichzeitig als Angestellte der Investmentgesellschaft zur täglichen Geschäftsführung bestellt sein. Geschäftsleiter, Prokuristen und die zum gesamten Geschäftsbetrieb ermächtigten Handlungsbevollmächtigten der Investmentgesellschaft dürfen nicht gleichzeitig als Angestellte der Depotbank zur täglichen Geschäftsführung bestellt sein.

**Art. 29. Schadloshaltung.** Die Investmentgesellschaft verpflichtet sich, jedes(n) der Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigten, ihre Erben, Testamentsvollstrecker und Verwalter schadlos zu halten gegen alle Klagen, Forderungen und Haftungen irgendwelcher Art, sofern die Betroffenen ihre Verpflichtungen ordnungsgemäß erfüllt haben, und diese für sämtliche Kosten, Ausgaben und Verbindlichkeiten, die anlässlich solcher Klagen, Verfahren, Forderungen und Haftungen entstanden sind, zu entschädigen.

Das Recht auf Entschädigung schließt andere Rechte zugunsten des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors, Geschäftsführers oder Bevollmächtigten nicht aus.

**Art. 30. Verwaltungsgesellschaft.** Der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft kann unter eigener Verantwortung eine Verwaltungsgesellschaft mit der Anlageverwaltung, der Administration sowie dem Vertrieb der Aktien der Investmentgesellschaft betrauen.

Die Verwaltungsgesellschaft ist für die Verwaltung und Geschäftsführung der Investmentgesellschaft verantwortlich. Sie darf für Rechnung der Investmentgesellschaft alle Geschäftsführungs- und Verwaltungsmaßnahmen und alle unmittelbar oder mittelbar mit dem Vermögen der Investmentgesellschaft verbundenen Rechte ausüben, insbesondere ihre Aufgaben an qualifizierte Dritte ganz oder teilweise übertragen; sie kann sich ferner unter eigener Verantwortung und auf eigene Kosten von Dritten, insbesondere von verschiedenen Anlageberatern und/oder einem Anlageausschuss, beraten lassen.

Die Verwaltungsgesellschaft erfüllt ihre Verpflichtungen mit der Sorgfalt eines entgeltlich Bevollmächtigten (mandataire salarié).

Sofern die Verwaltungsgesellschaft die Anlageverwaltung auf einen Dritten auslagert, so darf nur ein Unternehmen benannt werden, das für die Ausübung der Vermögensverwaltung zugelassen oder eingetragen ist und einer Aufsicht unterliegt.

Die Anlageentscheidung, die Ordererteilung und die Auswahl der Broker sind ausschließlich der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten, sofern kein Fondsmanager mit der Anlagenverwaltung beauftragt wurde.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, unter Wahrung ihrer eigenen Verantwortung und Kontrolle einen Dritten zur Ordererteilung zu bevollmächtigen.

Die Übertragung der Aufgaben darf die Wirksamkeit der Beaufsichtigung durch die Verwaltungsgesellschaft in keiner Weise beeinträchtigen. Insbesondere darf die Verwaltungsgesellschaft durch die Übertragung der Aufgaben nicht daran gehindert werden, im Interesse der Aktionäre zu handeln und dafür zu sorgen, dass die Investmentgesellschaft im besten Interesse der Aktionäre verwaltet wird.

**Art. 31. Fondsmanager.** Sofern die Investmentgesellschaft von Artikel 30 Absatz 1 Gebrauch gemacht und die Verwaltungsgesellschaft anschließend die Anlageverwaltung auf einen Dritten ausgelagert hat, besteht die Aufgabe eines solchen Fondsmanagers insbesondere in der täglichen Umsetzung der Anlagepolitik des Fondsvermögens, in der Führung der Tagesgeschäfte der Vermögensverwaltung sowie in anderen damit verbundenen Dienstleistungen, jeweils unter der

Aufsicht, Verantwortung und Kontrolle der Verwaltungsgesellschaft. Die Erfüllung dieser Aufgaben erfolgt unter Beachtung der Grundsätze der Anlagepolitik und der Anlagebeschränkungen des Fonds, wie sie in dieser Satzung und dem Verkaufsprospekt (nebst Anhang) der Investmentgesellschaft beschrieben sind, sowie der gesetzlichen Anlagebeschränkungen.

Der Fondsmanager muss über eine Zulassung zur Vermögensverwaltung verfügen und einer Aufsicht in seinem Sitzstaat unterliegen.

Der Fondsmanager ist befugt, Makler sowie Broker zur Abwicklung von Transaktionen in den Vermögenswerten der Investmentgesellschaft auszuwählen. Die Anlageentscheidung und die Ordererteilung obliegen dem Fondsmanager.

Der Fondsmanager hat das Recht, sich auf eigene Kosten und Verantwortung von Dritten, insbesondere von verschiedenen Anlageberatern, beraten zu lassen.

Es ist dem Fondsmanager gestattet, seine Aufgaben mit Genehmigung der Verwaltungsgesellschaft ganz oder teilweise an Dritte, deren Vergütung ganz zu seinen Lasten geht, auszulagern.

Der Fondsmanager trägt alle Aufwendungen, die ihm in Verbindung mit den von ihm für die Investmentgesellschaft geleisteten Dienstleistungen entstehen. Maklerprovisionen, Transaktionsgebühren und andere im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögenswerten anfallende Geschäftskosten werden von dem Fonds getragen.

## VII. Wirtschaftsprüfer

**Art. 32. Wirtschaftsprüfer.** Die Kontrolle der Jahresberichte der Investmentgesellschaft ist einer Wirtschaftsprüfergesellschaft bzw. einem oder mehreren Wirtschaftsprüfer(n) zu übertragen, die im Großherzogtum Luxemburg zugelassen ist/ sind und von der Generalversammlung ernannt wird/ werden.

Der/ die Wirtschaftsprüfer ist/ sind für eine Dauer von bis zu sechs Jahren ernannt und kann/ können jederzeit von der Generalversammlung abberufen werden.

Nach Ablauf der sechs Jahre kann der Wirtschaftsprüfer von der Generalversammlung wiedergewählt werden.

## VIII. Allgemeines und Schlussbestimmungen

### Art. 33. Verwendung der Erträge.

1. Der Verwaltungsrat kann die im Fonds erwirtschafteten Erträge an die Aktionäre ausschütten oder diese Erträge thesaurieren. Dies findet für den Fonds im Anhang zu dem Verkaufsprospekt Erwähnung.

2. Zur Ausschüttung können die ordentlichen Nettoerträge sowie realisierte Kursgewinne kommen. Ferner können die nicht realisierten Kursgewinne, sonstige Aktiva sowie, in Ausnahmefällen, auch Kapitalanteile zur Ausschüttung gelangen, sofern das Netto-Gesellschaftsvermögen aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze gemäß Artikel 10. dieser Satzung sinkt.

3. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Aktien ausgezahlt. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von Gratisaktien vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können bar ausgezahlt werden. Erträge, die fünf Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des Fonds.

4. Ausschüttungen an Inhaber von Namensaktien erfolgen grundsätzlich durch die Reinvestition des Ausschüttungsbetrages zu Gunsten des Inhabers von Namensaktien. Sofern dies nicht gewünscht ist, kann der Inhaber von Namensaktien innerhalb von zehn Tagen nach Zugang der Mitteilung über die Ausschüttung bei der Register- und Transferstelle die Auszahlung auf das von ihm angegebene Konto beantragen. Ausschüttungen an Inhaber von Inhaberaktien erfolgen in der gleichen Weise wie die Auszahlung des Rücknahmepreises an die Inhaber von Inhaberaktien.

5. Ausschüttungen, die erklärt, aber nicht auf eine ausschüttende Inhaberaktie ausgezahlt wurden, können nach Ablauf eines Zeitraums von fünf Jahren ab der erfolgten Zahlungserklärung, vom Aktionär einer solchen Aktie nicht mehr eingefordert werden und werden dem Fondsvermögen gutgeschrieben und, sofern Aktienklassen gebildet wurden, der jeweiligen Aktienklasse zugerechnet. Auf erklärte Ausschüttungen werden vom Zeitpunkt ihrer Fälligkeit an keine Zinsen bezahlt.

**Art. 34. Berichte.** Der Verwaltungsrat erstellt für die Investmentgesellschaft einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Großherzogtum Luxemburg.

1. Spätestens vier Monate nach Ablauf eines jeden Geschäftsjahres veröffentlicht der Verwaltungsrat einen geprüften Jahresbericht entsprechend den Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

2. Zwei Monate nach Ende der ersten Hälfte des Geschäftsjahres veröffentlicht der Verwaltungsrat einen ungeprüften Halbjahresbericht.

3. Sofern dies für die Berechtigung zum Vertrieb in anderen Ländern erforderlich ist, können zusätzlich geprüfte und ungeprüfte Zwischenberichte erstellt werden.

### Art. 35. Kosten.

Der Fonds trägt die folgenden Kosten, soweit sie im Zusammenhang mit seinem Vermögen entstehen:

1. Sofern eine Verwaltungsgesellschaft bestellt wird, kann diese aus dem Fondsvermögen eine (fixe und/oder erfolgsabhängige) Vergütung erhalten, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung im Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt sind. Diese Vergütung versteht sich zuzüglich einer etwaigen Mehrwertsteuer.



Daneben kann die Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der/die Fondsmanager aus dem Vermögen des Fonds eine wertentwicklungsorientierte Zusatzvergütung („Performance-Fee“) erhalten. Die prozentuale Höhe, Berechnung und Auszahlung ist für den Fonds im Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt.

Für die Durchführung der Handelstätigkeiten erhält die Verwaltungsgesellschaft marktübliche Spesen und Gebühren, die bei Transaktionen im Zusammenhang mit dem Fondsvermögen insbesondere in Wertpapieren und sonstigen zulässigen Vermögenswerten anfallen.

2. Sofern ein Fondsmanager vertraglich verpflichtet wurde, kann dieser aus dem Fondsvermögen oder aus der Verwaltungsvergütung eine fixe und/oder erfolgsabhängige Vergütung erhalten, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung im Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt sind. Diese Vergütung versteht sich zuzüglich einer etwaigen Mehrwertsteuer.

3. Sofern ein Anlageberater vertraglich verpflichtet wurde, kann dieser aus dem Fondsvermögen oder aus der Vergütung der Verwaltungsgesellschaft oder des Fondsmanagers eine fixe und/oder erfolgsabhängige Vergütung erhalten, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung im Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt sind. Diese Vergütung versteht sich zuzüglich einer etwaigen Mehrwertsteuer.

4. Die Depotbank sowie die Zentralverwaltungs-, Register- und Transferstelle erhalten für die Erfüllung ihrer Aufgaben jeweils eine im Großherzogtum Luxemburg bankübliche Vergütung. Die Höhe, Berechnung und Auszahlung ist im Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt. Diese Vergütungen verstehen sich zuzüglich einer etwaigen Mehrwertsteuer.

5. Sofern eine Vertriebsstelle vertraglich verpflichtet wurde, kann diese aus dem Fondsvermögen eine Vergütung erhalten, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung im Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt sind. Diese Vergütung versteht sich zuzüglich einer etwaigen Mehrwertsteuer.

6. Der Fonds trägt neben den vorgenannten Kosten, die folgenden Kosten, soweit sie im Zusammenhang mit seinem Vermögen entstehen:

a) Kosten, die im Zusammenhang mit dem Erwerb, dem Halten und der Veräußerung von Vermögensgegenständen anfallen, insbesondere bankübliche Spesen für Transaktionen in Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten und Rechten der Investmentgesellschaft und deren Verwahrung sowie die banküblichen Kosten für die Verwahrung von ausländischen Investmentanteilen im Ausland;

b) alle fremden Verwaltungs- und Verwahrungsgebühren, die von anderen Korrespondenzbanken und/oder Clearingstellen (z.B. Clearstream Banking S.A.) für die Vermögenswerte des Fonds in Rechnung gestellt werden, sowie alle fremden Abwicklungs-, Versand- und Versicherungsspesen, die im Zusammenhang mit den Wertpapiergeschäften des Fonds in Anteile anderer OGAW oder OGA anfallen;

c) die Transaktionskosten der Ausgabe und Rücknahme von Inhaberaktien;

d) darüber hinaus werden der Depotbank, der Zentralverwaltungsstelle und der Register- und Transferstelle die im Zusammenhang mit dem Fondsvermögen anfallenden eigenen Auslagen und sonstigen Kosten sowie die durch die erforderliche Inanspruchnahme Dritter entstehenden Auslagen und sonstigen Kosten erstattet. Die Depotbank erhält des Weiteren bankübliche Spesen;

e) Steuern, die auf das Vermögen der Investmentgesellschaft, deren Einkommen und die Auslagen zu Lasten des Fonds erhoben werden;

f) Kosten für die Rechtsberatung, die der Investmentgesellschaft, der Verwaltungsgesellschaft (sofern ernannt) oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Aktionäre handelt;

g) Kosten des Wirtschaftsprüfers der Investmentgesellschaft;

h) Kosten für die Erstellung, Vorbereitung, Hinterlegung, Veröffentlichung, den Druck und den Versand sämtlicher Dokumente für die Investmentgesellschaft, insbesondere etwaiger Anteilzertifikate sowie Ertragsschein- und Bogenerneuerungen, des Verkaufsprospektes (nebst Anhang), der Satzung, der Jahres- und Halbjahresberichte, der Vermögensaufstellungen, der Mitteilungen an die Aktionäre, der Einberufungen, der Vertriebsanzeigen bzw. Anträge auf Bewilligung in den Ländern in denen die Aktien der Investmentgesellschaft vertrieben werden sollen, die Korrespondenz mit den betroffenen Aufsichtsbehörden;

i) Die Verwaltungsgebühren, die für die Investmentgesellschaft bei sämtlichen betroffenen Behörden zu entrichten sind, insbesondere die Verwaltungsgebühren der Luxemburger Aufsichtsbehörde und anderer Aufsichtsbehörden sowie die Gebühren für die Hinterlegung der Dokumente der Investmentgesellschaft;

j) Kosten im Zusammenhang mit einer etwaigen Börsenzulassung;

k) Kosten für die Werbung und solche, die unmittelbar im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Aktien anfallen;

l) Versicherungskosten;

m) Vergütungen, Auslagen und sonstige Kosten ausländischer Zahl- und Vertriebsstellen, sowie anderer im Ausland notwendig einzurichtender Stellen, die im Zusammenhang mit dem Fondsvermögen anfallen;

n) Zinsen, die im Rahmen von Krediten anfallen, die gemäß Artikel 4 der Satzung aufgenommen werden;

o) etwaige Honorare und Auslagen eines etwaigen Anlageausschusses;

p) etwaige Honorare und Auslagen des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft;

- q) Kosten für die Gründung der Investmentgesellschaft und die Erstaussgabe von Aktien;
  - r) Weitere Kosten der Verwaltung einschließlich Kosten für Interessenverbände;
  - s) Kosten für Performance-Attribution;
  - t) Kosten für die Bonitätsbeurteilung der Investmentgesellschaft durch national und international anerkannte Rating Agenturen;
  - u) angemessene Kosten für das Risikocontrolling
  - v) Telefon, Fax und die Nutzung anderer elektronischer Kommunikationsmittel sowie für externe Informationsmedien (wie z.B. Reuters, Bloomberg, VWD, etc) und
  - w) Kosten für Domizilierung und Company Secretary Services
- Sämtliche Kosten werden zunächst den ordentlichen Erträgen und den Kapitalgewinnen und zuletzt dem Fondsvermögen angerechnet.

Die Kosten für die Gründung der Investmentgesellschaft und die Erstaussgabe von Aktien werden zu Lasten des Vermögens über die ersten fünf Geschäftsjahre abgeschrieben.

Sämtliche vorbezeichnete Kosten, Gebühren und Ausgaben verstehen sich zuzüglich einer gegebenenfalls anfallenden Mehrwertsteuer.

Für den Fonds können Vermögensgegenstände erworben werden, die nicht zum amtlichen Markt an einer Börse zugelassen oder in einen organisierten Markt einbezogen sind. Die Verwaltungsgesellschaft kann sich bei der Verwaltung von außerbörslich gehandelten Derivate-Geschäften (sog. OTC Derivate) und Sicherheiten für Derivate-Geschäfte der Dienste Dritter bedienen. Die dafür anfallenden marktüblichen Kosten für die Inanspruchnahme der Dienste Dritter sowie marktübliche interne Kosten der Verwaltungsgesellschaft werden dem Fonds belastet. Es steht der Verwaltungsgesellschaft frei, den Fonds oder eine oder mehrere Aktienklassen mit niedrigeren Kosten zu belasten oder von der Belastung solcher Kosten abzusehen. Die Kosten für die Dienste Dritter sind von der Verwaltungsvergütung nicht abgedeckt und werden somit dem Fonds zusätzlich belastet. Diese Kosten und ggf. Verluste aus außerbörslichen Derivate-Geschäften vermindern das Ergebnis des Fonds. Die Verwaltungsgesellschaft gibt für den Fonds bzw. die Aktienkassen im Jahres- und Halbjahresbericht die erhobenen Vergütungen für diese Dritten an.

**Art. 36. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Investmentgesellschaft beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember des Jahres.

#### **Art. 37. Depotbank.**

1. Die Investmentgesellschaft hat eine Bank mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg als Depotbank bestellt. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz vom 17. Dezember 2010, dem Depotbankvertrag, dieser Satzung sowie dem Verkaufsprospekt (nebst Anhang).

2. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, im eigenen Namen Ansprüche der Aktionäre gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Depotbank durch die Aktionäre nicht aus.

**Art. 38. Satzungsänderung.** Diese Satzung kann jederzeit durch Beschluss der Aktionäre geändert oder ergänzt werden, vorausgesetzt, dass die in dem Gesetz vom 10. August 1915 vorgesehenen Vorschriften über Satzungsänderungen eingehalten werden.

**Art. 39. Allgemeines.** Für alle Punkte, die in dieser Satzung nicht geregelt sind, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 sowie auf das Gesetz vom 17. Dezember 2010 verwiesen.

Die jeweiligen Änderungen treten mit Wirkung zum 1. Januar 2015 in Kraft.

Worüber Urkunde aufgenommen zu Strassen, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit demammlungsvorstand und dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: U. BERG, V. AUGSDÖRFER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 31 décembre 2014. Relation: LAC/2014/64340. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 19. Januar 2015.

Référence de publication: 2015010054/1137.

(150011249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

**Abimarket S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2214 Luxembourg, 5, rue Nennig.  
R.C.S. Luxembourg B 152.328.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 14 novembre 2014.*

L'assemblée des actionnaires décide à l'unanimité:

1) De nommer comme commissaire la société Fiduciaire Intercommunautaire S.à r.l. (RCS B67480), établie 130, route d'Arlon à L-8008 Strassen pour une durée de 1 an, à savoir jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2015 (approbation des comptes annuels 2014).

Référence de publication: 2015003527/12.

(150004001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2015.

**Global Network Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 179.833.

*Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 17 décembre 2014*

1. Mme Katia CAMBON a démissionné de son mandat de gérante de catégorie A.

2. M. Julien NAZEYROLLAS, administrateur de sociétés, né à Nancy (France), le 19 décembre 1978, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant de catégorie A pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 6 janvier 2015.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour Global Network Investments S.à r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015003067/17.

(150002203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

**Tiger Holding Five Parent S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.  
R.C.S. Luxembourg B 136.048.

In the year two thousand fourteen, on the eighteenth day of December

Before Maître Danielle Kolbach Civil Law public residing in Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an Extraordinary General Meeting of the shareholders of "Tiger Holding Five Parent S.à r.l.", a "société à responsabilité limitée", having its registered office at L-3364 Leudelange, Rue de la Poudrerie, 1, inscribed in the Trade Register of Luxembourg under the number R.C.S. B 136 048, incorporated by deed enacted on January 7, 2008, amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated July 23, 2014, published in the Mémorial, Recueil Spécial C dated October 2, 2014, Nr 2670.

The meeting is opened with Catherine Dessoy Lawyer in the chair.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Flora Gibert, residing in Luxembourg.

The chairman requests the notary to record that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list which will be signed and here annexed as well as the proxies and registered with the minutes.

II. As appears from the attendance list, all the shares, representing the whole capital of the corporation, are represented and all the shareholders represented declare that they have had notice and knowledge of the agenda prior to this meeting, and agree to waive the notices requirements.

III. The present meeting is duly constituted and can therefore validly deliberate on the following agenda:

*Agenda*

1. Creation of one class of shares being class S redeemable shares;



2. Increase of the corporate capital by an amount of 42,171.50 USD (forty two thousand one hundred seventy-one United States Dollars and fifty Cents) so as to raise it from its present amount of 1,360,054.15 USD (one million three hundred sixty thousand fifty four United States Dollars and fifteen Cents) to 1,402,225.65 USD (one million four hundred two thousand two hundred twenty-five United States Dollars and sixty-five Cents) by the issue of 1,204.90 (one thousand two hundred four point ninety) new redeemable shares of class S of 35.-USD (thirty five United States Dollars) each, by contribution in cash.- Subscription and payment of the new shares;

3. Decrease of the Company's share capital by an amount of 24.970.75 USD (twenty four thousand nine hundred seventy United States Dollars and seventy-five Cents) in order to lower it from its present amount of 1,402,225.65 USD (one million four hundred two thousand two hundred twenty-five United States Dollars and sixty-five Cents) down to 1,377,254.90 USD (one million three hundred seventy seven thousand two hundred fifty four United States Dollars and ninety Cents) by way of reimbursement to the shareholders and by cancellation of a total of 713.45 (seven hundred thirteen point forty-five) redeemable shares of class B of 35.-USD (thirty five United States Dollars) each;

4. Amendment of article 8.1 of the Articles of Incorporation.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously takes the following resolutions:

*First resolution:*

The meeting decides to create one new class of shares being class S redeemable shares.

*Second resolution:*

The meeting decides to increase the corporate capital by an amount of 42,171.50 USD (forty two thousand one hundred seventy-one United States Dollars and fifty Cents) so as to raise it from its present amount of 1,360,054.15 USD (one million three hundred sixty thousand fifty four United States Dollars and fifteen Cents) to 1,402,225.65 USD (one million four hundred two thousand two hundred twenty-five United States Dollars and sixty-five Cents) by the issue of 1,204.90 (one thousand two hundred four point ninety) new redeemable shares of class S of 35.-USD (thirty five United States Dollars) each, by contribution in cash.

*Third resolution:*

The meeting decides to admit to the subscription of the 1,204.90 (one thousand two hundred four point ninety) new redeemable shares as follows:

Tiger Global Private Investment Partners V, L.P. here represented by Catherien Dessoy prenamed, declares to subscribe to the new shares and to have them fully paid up by payment in cash, so that from now on the Company has at its free and entire disposal the amount of 42,171.50 USD (forty two thousand one hundred seventy-one United States Dollars and fifty Cents) as was certified to the undersigned notary.

*Fourth resolution:*

The meeting decides to decrease the Company's share capital by an amount of 24.970.75 USD (twenty four thousand nine hundred seventy United States Dollars and seventy-five Cents) in order to lower it from its present amount of 1,402,225.65 USD (one million four hundred two thousand two hundred twenty-five United States Dollars and sixty-five Cents) down to 1,377,254.90 USD (one million three hundred seventy seven thousand two hundred fifty four United States Dollars and ninety Cents) by way of reimbursement to the shareholders and by cancellation of a total of 713.45 (seven hundred thirteen point forty-five) redeemable shares of class B having a par value of 35.-USD (thirty five United States Dollars) each, as follows:

1. Tiger Global Private Investment Partners V, L.P.:

- 689.30 (six hundred eighty nine point thirty) redeemable shares of class B having a par value of 35.- USD (thirty-five United States Dollars) each

3. Scott Shleifer:

- 8.05 (eight point zero five) redeemable shares of class B having a par value of 35.- USD (thirty-five United States Dollars) each

4. Feroz Dewan:

- 8.05 (eight point zero five) redeemable shares of class B having a par value of 35.- USD (thirty-five United States Dollars) each

5. The Metal Monkey Trust:

- 8.05 (eight point zero five) redeemable shares of class B having a par value of 35.- USD (thirty-five United States Dollars) each.

The reimbursement of 24.970.75 USD (twenty four thousand nine hundred seventy United States Dollars and seventy-five Cents) will be done according to the Law.

*Fifth resolution:*

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the meeting decides to amend article 8.1 of the articles of association as follows:

“ 8.1. The Company’s capital will be divided into redeemable shares of 35.- USD (thirty-five United States Dollars) each, which may be divided in different distinct classes, constituted because of each specific investment of the Company, each class being able to be entirely redeemed by the Company.

The Company’s capital is set at 1,377,254.90 USD (one million three hundred seventy seven thousand two hundred fifty four United States Dollars and ninety Cents) represented by 2,842.76 (two thousand eight hundred forty two point seventy-six) redeemable shares of class B, 3,818 (three thousand eight hundred eighteen) redeemable shares of class C, 1,410 (one thousand four hundred ten) redeemable shares of class H, 1,301.15 (one thousand three hundred one point fifteen) redeemable shares of class I, 16,415.23 (sixteen thousand four hundred fifteen point twenty-three) redeemable shares of class J, 571.43 (five hundred seventy-one point forty-three) redeemable shares of class K, 2,583.47 (two thousand five hundred eighty-three point forty-seven) redeemable shares of class L, 3,566.92 (three thousand five hundred sixty-six point ninety-two) redeemable shares of class M, 2,016.83 (two thousand sixteen point eighty-three) redeemable shares of class N, 576.20 (five hundred seventy-six point twenty) redeemable shares of class O, 904.62 (nine hundred four point sixty-two) redeemable shares of class P, 694.47 (six hundred ninety-four point forty-seven) redeemable shares of class Q, 1,444.16 (one thousand four hundred forty-four point sixteen) redeemable shares of class R and 1,204.90 (one thousand two hundred four point ninety) new redeemable shares of class S of 35.- USD (thirty-five United States Dollars) each.”

#### *Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand two hundred euro.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned at 10.30 o’clock am.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed. The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

#### **Traduction française du texte qui précède**

L’an deux mille quatorze, le dix-huit décembre

Par devant Maître Danielle Kolbach, notaire de résidence à Redange-sur-Attert Grand-Duché de Luxembourg, soussignée.

Se réunit

l’assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée " Tiger Holding Five Parent S.à r.l.", ayant son siège social à L-3364 Leudelange, Rue de la Poudrerie, 1, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro R.C.S. B 136 048, constituée par acte notarié le 7 janvier 2008, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 23 juillet 2014, publié au Mémorial C N°2670 du 2 octobre 2014.

La séance est ouverte sous la présidence de Catherine Desso, Avocat, demeurant à Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire et l’assemblée choisit comme scrutateur Flora Gibert, demeurant à Luxembourg.

La présidente prie le notaire d’acter que:

I. Les associés présents ou représentés et le nombre de parts qu’ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l’acte.

II. Il appert de la liste de présence que les toutes les parts, représentant l’intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l’assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l’ordre du jour.

III. L’ordre du jour de l’assemblée est le suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Création d’une nouvelle classe de parts sociales étant la classe S de parts sociales rachetables;

2. Augmentation du capital social à concurrence d’un montant de 42.171,50 USD (quarante-deux mille cent soixante et onze US et cinquante Cents) pour le porter de son montant actuel de 1.360.054,15 USD (un million trois cent soixante mille cinquante-quatre Dollars US et quinze Cents) à 1.402.225,65 USD (un million quatre cent deux mille deux cent vingt-cinq Dollars US et soixante-cinq Cents) par l’émission de 1.204,90 (mille deux cent quatre virgule quatre-vingt-dix) nouvelles parts sociales rachetables de classe S d’une valeur nominale de 35,- USD (trente cinq Dollars US) chacune, par apport en numéraire.- Souscription et paiement des nouvelles parts sociales;

3. Diminution du capital social à concurrence d’un montant de 24.970,75 USD (vingt-quatre mille neuf cent soixante-dix Dollar US et soixante-quinze Cents) pour le porter de son montant actuel de 1.402.225,65 USD (un million quatre cent deux mille deux cent vingt-cinq Dollars US et soixante-cinq Cents) à 1.377.254,90 USD (un million trois cent soixante-dix-sept mille deux cent cinquante-quatre Dollars US et quatre-vingt-dix Cents) par remboursement aux associés et par

annulation de 713,45 (sept cent treize virgule quarante-cinq) parts sociales rachetables de classes B d'une valeur nominale de 35,- USD (trente cinq Dollars US);

4. Modification des articles 8.1 des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

L'assemblée décide de créer une nouvelle classe de parts sociales rachetables étant la classe S.

*Deuxième résolution:*

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de 42.171,50 USD (quarante-deux mille cent soixante et onze Dollars US et cinquante Cents) pour le porter de son montant actuel de 1.360.054,15 USD (un million trois cent soixante mille cinquante-quatre Dollars US et quinze Cents) à 1.402.225,65 USD (un million quatre cent deux mille deux cent vingt-cinq Dollars US et soixante-cinq Cents) par l'émission de 1.204,90 (mille deux cent quatre virgule quatre-vingt-dix) nouvelles parts sociales rachetables de classe S d'une valeur nominale de 35,- USD (trente cinq Dollars US) chacune, par apport en numéraire.

*Troisième résolution:*

L'assemblée décide d'admettre à la souscription les 1.204,90 (mille deux cent quatre virgule quatre-vingt-dix) nouvelles parts sociales rachetables comme suit:

Tiger Global Private Investment Partners V, L.P. ici représentée par Catherine Dessoy, prénommée, qui déclare souscrire aux nouvelles parts sociales rachetables, qui sont libérées intégralement en numéraire 5 de sorte que la Société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de 42.171,50 USD (quarante-deux mille cent soixante et onze Dollars US et cinquante Cents), ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

*Quatrième résolution:*

L'assemblée décide de diminuer le capital social à concurrence d'un montant de 24.970,75 USD (vingt-quatre mille neuf cent soixante-dix Dollar US et soixante-quinze Cents) pour le porter de son montant actuel de 1.402.225,65 USD (un million quatre cent deux mille deux cent vingt-cinq Dollars US et soixante-cinq Cents) à 1.377.254,90 USD (un million trois cent soixante-dix-sept mille deux cent cinquante-quatre Dollars US et quatre-vingt-dix Cents) par remboursement aux associés et par annulation de 713,45 (sept cent treize virgule quarante-cinq) parts sociales rachetables de classes B d'une valeur nominale de 35,- USD (trente-cinq Dollars US) comme suit:

1. Tiger Global Private Investment Partners V, L.P.:

- 689,30 (six cent quatre-vingt-neuf virgule trente) parts sociales rachetables de classe B ayant une valeur nominale de 35,- USD (trente cinq Dollars US) chacune

2. Scott Shleifer:

- 8,05 (huit virgule zéro cinq) parts sociales rachetables de classe B ayant une valeur nominale de 35,- USD (trente cinq Dollars US) chacune

3. Feroz Dewan:

- 8,05 (huit virgule zéro cinq) parts sociales rachetables de classe B ayant une valeur nominale de 35,- USD (trente cinq Dollars US) chacune

4. The Metal Monkey Trust:

- 8,05 (huit virgule zéro cinq) parts sociales rachetables de classe B ayant une valeur nominale de 35,- USD (trente cinq Dollars US) chacune.

Le remboursement de 24.970,75 USD (vingt-quatre mille neuf cent soixante-dix Dollar US et soixante-quinze Cents) se fera selon les prescriptions légales.

*Cinquième résolution:*

En conséquence des déclarations et des résolutions précédentes, l'assemblée décide de modifier l'article 8.1 des statuts comme suit:

« **8.1.** Le capital social est divisé en parts sociales rachetables de USD 35,- (trente-cinq Dollars US) chacune, pouvant être divisées en différentes classes, constituées pour chaque investissement spécifique de la Société, chaque classe pouvant être rachetée par la Société. Le capital social est fixé à 1.377.254,90 USD (un million trois cent soixante-dix-sept mille deux cent cinquante-quatre Dollars US et quatre-vingt-dix Cents) représenté par 2.842,76 (deux mille huit cent quarante-deux virgule soixante-seize) parts sociales rachetables de classe B, 3.818 (trois mille huit cent dix-huit) parts sociales rachetables de classe C, 1.410 (mille quatre cent dix) parts sociales rachetables de classe H, 1.301,15 (mille trois cent un virgule quinze) parts sociales rachetables de classe I, 16.415,23 (seize mille quatre cent quinze virgule vingt-trois) parts sociales rachetables de classe J, 571,43 (cinq cent soixante et onze virgule quarante-trois) parts sociales rachetables de classe K, 2.583,47 (deux mille cinq cent quatre-vingt-trois virgule quarante-sept) parts sociales rachetables de classe L, 3.566,92 (trois mille cinq cent soixante-six virgule quatre-vingt-douze) parts sociales rachetables de classe M, 2.016,83

(deux mille seize virgule quatre-vingt-trois) parts sociales rachetables de classe N, 576,20 (cinq cent soixante-seize virgule vingt) parts sociales rachetables de classe O, 904,62 neuf cent quatre virgule soixante-deux) parts sociales rachetables de classe P, 694,47 (six cent quatre-vingt-quatorze virgule quarante-sept) parts sociales rachetables de classe Q, 1.444,16 (mille quatre cent quarante-quatre virgule seize) parts sociales rachetables de classe R et 1.204,90 (mille deux cent quatre virgule quatre-vingt-dix) nouvelles parts sociales rachetables de classe S, ayant une valeur nominale de USD 35,- (trente-cinq dollars US) chacune.»

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille deux cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg. Les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: C. DESSOY, F. GIBERT, D. KOLBACH.

Enregistré à Redange-sur-Attert, le 19 décembre 2014. Relation: RED/2014/2522. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

*Le Receveur (signé): Tom KIRSCH.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2015004929/213.

(150004233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2015.

#### **Tiger Holding Five S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3364 Luxembourg, 1, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 136.045.

In the year two thousand fourteen, on the eighteenth day of December

Before Maître Danielle Kolbach civil law notary residing in Redange-sur-Attert Grand-Duchy of Luxembourg, under-signed.

Is held

an Extraordinary General Meeting of the shareholders of "Tiger Holding Five S.à r.l.", (hereafter the "Company"), a "société à responsabilité limitée", having its registered office at L-3364 Leudelange, rue de la Poudrerie 1, registered with the Luxembourg Trade Registry (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under the number B 136 045, incorporated by deed enacted on January 8, 2008, amended for the last time pursuant to a deed dated July 23, 2014, published in the Mémorial, Recueil Spécial C dated November 24, 2014, Nr 3521.

The meeting is opened with Catherine Dessoy, lawyer residing in Luxembourg in the chair.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Flora Gibert, residing in Luxembourg.

The chairman requests the notary to record that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list which will be signed and here annexed as well as the proxies and registered with the minutes.

II. As appears from the attendance list, all the shares, representing the whole capital of the corporation, are represented and all the shareholders represented declare that they have had notice and knowledge of the agenda prior to this meeting, and agree to waive the notices requirements.

III. The present meeting is duly constituted and can therefore validly deliberate on the following agenda:

#### *Agenda*

1. Creation of one class of shares being class S redeemable shares;

2. Increase of the corporate capital by an amount of 42,171.50 USD (forty two thousand one hundred seventy-one United States Dollars and fifty Cents) so as to raise it from its present amount of 1,360,054.15 USD (one million three hundred sixty thousand fifty four United States Dollars and fifteen Cents) to 1,402,225.65 USD (one million four hundred two thousand two hundred twenty-five United States Dollars and sixty-five Cents) by the issue of 1,204.90 (one thousand two hundred four point ninety) new redeemable shares of class S of 35.-USD (thirty five United States Dollars) each, by contribution in cash.- Subscription and payment of the new shares;

3. Decrease of the Company's share capital by an amount of 24.970.75 USD (twenty four thousand nine hundred seventy United States Dollars and seventy-five Cents) in order to lower it from its present amount of 1,402,225.65 USD (one million four hundred two thousand two hundred twenty-five United States Dollars and sixty-five Cents) down to 1,377,254.90 USD (one million three hundred seventy seven thousand two hundred fifty four United States Dollars and ninety Cents) by way of reimbursement to the sole shareholder and by cancellation of a total of 713.45 (seven hundred thirteen point forty-five) redeemable shares of class B of 35.-USD (thirty five United States Dollars) each;

4. Amendment of article 8.1 of the Articles of Incorporation.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously takes the following resolutions:

*First resolution:*

The meeting decides to create one new class of shares being class S redeemable shares.

*Second resolution:*

The meeting decides to increase the corporate capital by an amount of 42,171.50 USD (forty two thousand one hundred seventy-one United States Dollars and fifty Cents) so as to raise it from its present amount of 1,360,054.15 USD (one million three hundred sixty thousand fifty four United States Dollars and fifteen Cents) to 1,402,225.65 USD (one million four hundred two thousand two hundred twenty-five United States Dollars and sixty-five Cents) by the issue of 1,204.90 (one thousand two hundred four point ninety) new redeemable shares of class S of 35.-USD (thirty five United States Dollars) each, by contribution in cash.

*Third resolution:*

The meeting decides to admit to the subscription of the 1,204.90 (one thousand two hundred four point ninety) new redeemable shares as follows:

Tiger Holding Five Parent S.à r.l. here represented by Catherine Dessoy prenamed, declares to subscribe to the new shares and to have them fully paid up by payment in cash,

so that from now on the Company has at its free and entire disposal the amount of 42,171.50 USD (forty two thousand one hundred seventy-one United States Dollars and fifty-five Cents) as was certified to the undersigned notary.

*Fourth resolution:*

The meeting decides to decrease the Company's share capital by an amount of 24.970.75 USD (twenty four thousand nine hundred seventy United States Dollars and seventy-five Cents) in order to lower it from its present amount of 1,402,225.65 USD (one million four hundred two thousand two hundred twenty-five United States Dollars and sixty-five Cents) down to 1,377,254.90 USD (one million three hundred seventy seven thousand two hundred fifty four United States Dollars and ninety Cents) by way of reimbursement to the sole shareholder and by cancellation of a total of 713.45 (seven hundred thirteen point forty-five) redeemable shares of class B having a par value of 35.-USD (thirty five United States Dollars) each.

The reimbursement of 24.970.75 USD (twenty four thousand nine hundred seventy United States Dollars and seventy-five Cents) will be done according to the Law.

*Fifth resolution:*

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the meeting decides to amend article 8.1 of the articles of association as follows:

“ **8.1.** The Company's capital will be divided into redeemable shares of 35.- USD (thirty-five United States Dollars) each, which may be divided in different distinct classes, constituted because of each specific investment of the Company, each class being able to be entirely redeemed by the Company.

The Company's capital is set at 1,377,254.90 USD (one million three hundred seventy seven thousand two hundred fifty four United States Dollars and ninety Cents) represented by 2,842.76 (two thousand eight hundred forty two point seventy-six) redeemable shares of class B, 3,818 (three thousand eight hundred eighteen) redeemable shares of class C, 1,410 (one thousand four hundred ten) redeemable shares of class H, 1,301.15 (one thousand three hundred one point fifteen) redeemable shares of class I, 16,415.23 (sixteen thousand four hundred fifteen point twenty-three) redeemable shares of class J, 571.43 (five hundred seventy-one point forty-three) redeemable shares of class K, 2,583.47 (two thousand five hundred eighty-three point forty-seven) redeemable shares of class L, 3,566.92 (three thousand five hundred sixty-six point ninety-two) redeemable shares of class M, 2,016.83 (two thousand sixteen point eighty-three) redeemable shares of class N, 576.20 (five hundred seventy-six point twenty) redeemable shares of class O, 904.62 (nine hundred four point sixty-two) redeemable shares of class P, 694.47 (six hundred ninety-four point forty-seven) redeemable shares of class Q, 1,444.16 (one thousand four hundred forty-four point sixteen) redeemable shares of class R and 1,204.90 (one thousand two hundred four point ninety) new redeemable shares of class S of 35.- USD (thirty-five United States Dollars) each.”

### *Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand two hundred euro.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed. The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

### **Traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quatorze, le dix-huit décembre

Par devant Maître Danielle Kolbach notaire de résidence à Redange-sur-Attert Grand-Duché de Luxembourg, soussignée.

Se réunit

l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée «Tiger Holding Five S.à. r.l.» (ci-après la «Société»), ayant son siège social à L-3364 Leudelage, Rue de la Poudrerie 1, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro R.C.S. B 136 045, constituée suivant acte reçu le 8 janvier 2008, statuts modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu le 23 juillet 2014, publié au Mémorial C N° 3521 du 24 novembre 2014.

La séance est ouverte sous la présidence de Maître Catherine Dessoy, avocat demeurant à Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Flora Gibert, demeurant à Luxembourg.

La présidente prie le notaire d'acter que:

I. Les associés présents ou représentés et le nombre de parts qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.

II. Il appert de la liste de présence que les toutes les parts, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Création d'une nouvelle classe de parts sociales étant la classe S de parts sociales rachetables;

2. Augmentation du capital social à concurrence d'un montant de 42.171,50 USD (quarante-deux mille cent soixante et onze US et cinquante Cents) pour le porter de son montant actuel de 1.360.054,15 USD (un million trois cent soixante mille cinquante-quatre Dollars US et quinze Cents) à 1.402.225,65 USD (un million quatre cent deux mille deux cent vingt-cinq Dollars US et soixante-cinq Cents) par l'émission de 1.204,90 (mille deux cent quatre virgule quatre-vingt-dix) nouvelles parts sociales rachetables de classe S d'une valeur nominale de 35,- USD (trente cinq Dollars US) chacune, par apport en numéraire.- Souscription et paiement des nouvelles parts sociales;

3. Diminution du capital social à concurrence d'un montant de 24.970,75 USD (vingt-quatre mille neuf cent soixante-dix Dollar US et soixante-quinze Cents) pour le porter de son montant actuel de 1.402.225,65 USD (un million quatre cent deux mille deux cent vingt-cinq Dollars US et soixante-cinq Cents) à 1.377.254,90 USD (un million trois cent soixante-dix-sept mille deux cent cinquante-quatre Dollars US et quatre-vingt-dix Cents) par remboursement à l'associé unique et par annulation de 713,45 (sept cent treize virgule quarante-cinq) parts sociales rachetables de classes B d'une valeur nominale de 35,- USD (trente cinq Dollars US);

4. Modification des articles 8.1 des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

#### *Première résolution:*

L'assemblée décide de créer une nouvelle classe de parts sociales rachetables étant la classe S.

#### *Deuxième résolution:*

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de 42.171,50 USD (quarante-deux mille cent soixante et onze Dollars US et cinquante Cents) pour le porter de son montant actuel de 1.360.054,15 USD (un million trois cent soixante mille cinquante-quatre Dollars US et quinze Cents) à 1.402.225,65 USD (un million quatre cent deux mille deux cent vingt-cinq Dollars US et soixante-cinq Cents) par l'émission de 1.204,90 (mille deux cent quatre virgule quatre-vingt-dix) nouvelles parts sociales rachetables de classe S d'une valeur nominale de 35,- USD (trente cinq Dollars US) chacune, par apport en numéraire.



*Troisième résolution:*

L'assemblée décide d'admettre à la souscription les 1.204,90 (mille deux cent quatre virgule quatre-vingt-dix) nouvelles parts sociales rachetables comme suit:

Tiger Holding Five Parent S.à. r.l. ici représentée par Catherine Dessoy, prénommée, déclare souscrire aux nouvelles parts sociales rachetables, qui sont libérées intégralement en numéraire de sorte que la Société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de 42.171,50 USD (quarante-deux mille cent soixante et onze Dollars US et cinquante Cents), ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

*Quatrième résolution:*

L'assemblée décide de diminuer le capital social à concurrence d'un montant de 24.970,75 USD (vingt-quatre mille neuf cent soixante-dix Dollar US et soixante-quinze Cents) pour le porter de son montant actuel de 1.402.225,65 USD (un million quatre cent deux mille deux cent vingt-cinq Dollars US et soixante-cinq Cents) à 1.377.254,90 USD (un million trois cent soixante-dix-sept mille deux cent cinquante-quatre Dollars US et quatre-vingt-dix Cents) par remboursement à l'associé unique et par annulation de 713,45 (sept cent treize virgule quarante-cinq) parts sociales rachetables de classes B d'une valeur nominale de 35,- USD (trente cinq Dollars US).

Le remboursement de 24.970,75 USD (vingt-quatre mille neuf cent soixante-dix Dollar US et soixante-quinze Cents) se fera conformément aux prescriptions légales.

*Cinquième résolution:*

En conséquence des déclarations et des résolutions précédentes, l'assemblée décide de modifier l'article 8.1 des statuts comme suit:

« **8.1.** Le capital social est divisé en parts sociales rachetables de USD 35,- (trente-cinq Dollars US) chacune, pouvant être divisées en différentes classes, constituées pour chaque investissement spécifique de la Société, chaque classe pouvant être rachetée par la Société. Le capital social est fixé à 1.377.254,90 USD (un million trois cent soixante-dix-sept mille deux cent cinquante-quatre Dollars US et quatre-vingt-dix Cents) représenté par 2.842,76 (deux mille huit cent quarante-deux virgule soixante-seize) parts sociales rachetables de classe B, 3.818 (trois mille huit cent dix-huit) parts sociales rachetables de classe C, 1.410 (mille quatre cent dix) parts sociales rachetables de classe H, 1.301,15 (mille trois cent un virgule quinze) parts sociales rachetables de classe I, 16.415,23 (seize mille quatre cent quinze virgule vingt-trois) parts sociales rachetables de classe J, 571,43 (cinq cent soixante et onze virgule quarante-trois) parts sociales rachetables de classe K, 2.583,47 (deux mille cinq cent quatre-vingt-trois virgule quarante-sept) parts sociales rachetables de classe L, 3.566,92 (trois mille cinq cent soixante-six virgule quatre-vingt-douze) parts sociales rachetables de classe M, 2.016,83 (deux mille seize virgule quatre-vingt-trois) parts sociales rachetables de classe N, 576,20 (cinq cent soixante-seize virgule vingt) parts sociales rachetables de classe O, 904,62 neuf cent quatre virgule soixante-deux) parts sociales rachetables de classe P, 694,47 (six cent quatre-vingt-quatorze virgule quarante-sept) parts sociales rachetables de classe Q, 1.444,16 (mille quatre cent quarante-quatre virgule seize) parts sociales rachetables de classe R et 1.204,90 (mille deux cent quatre virgule quatre-vingt-dix) nouvelles parts sociales rachetables de classe S, ayant une valeur nominale de USD 35,- (trente-cinq dollars US) chacune.»

*Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille deux cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: C. DESSOY, F. GIBERT, D. KOLBACH.

Enregistré à Redange-sur-Attert, le 19 décembre 2014. Relation: RED/2014/2521. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

*Le Receveur (signé):* Tom KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2015004930/189.

(150004220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2015.

**Tiger Holding Four SPV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 129.861.

In the year two thousand fourteen, on the eighteenth day of December

Before Maître Danielle Kolbach, Civil Law Notary residing in Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an Extraordinary General Meeting of the shareholders of “Tiger Holding Four SPV S.à r.l.”, (hereafter the “Company”), a “société à responsabilité limitée”, having its registered office at L-3364 Leudelange, rue de la Poudrerie 1, registered with the Luxembourg Trade Registry (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under the number B 129 861, incorporated by deed enacted on June 28, 2007, amended for the last time pursuant to a deed dated July 23, 2014, published in the Mémorial, Recueil Spécial C dated October 2, 2014, Nr 2670

The meeting is opened with Catherine Dessoï, lawyer, residing in Luxembourg, in the chair.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Flora Gibert residing in Luxembourg

The chairman requests the notary to record that:

I. The shareholder present or represented and the number of shares held by him are shown on an attendance list which will be signed and here annexed as well as the proxies and registered with the minutes.

II. As appears from the attendance list, all the shares, representing the whole capital of the corporation, are represented and the shareholder represented declares that he has had notice and knowledge of the agenda prior to this meeting, and agree to waive the notices requirements.

III. The present meeting is duly constituted and can therefore validly deliberate on the following agenda:

*Agenda*

1. Decrease of the Company’s share capital by an amount of 8,470.-USD (eight thousand four hundred seventy United States Dollars) in order to lower it from its present amount of 25,970.-USD (twenty five thousand nine hundred seventy United States Dollars) down to 17,500.-USD (seventeen thousand five hundred United States Dollars) by way of reimbursement to the shareholders and by cancellation of a total of 242 (two hundred forty two) redeemable shares of class Q of 35.-USD (thirty five United States Dollars) each;

2. Amendment of article 8.1 of the Articles of Incorporation.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously takes the following resolutions:

*First resolution:*

The shareholder decides to decrease the Company’s share capital by an amount of 8,470.-USD (eight thousand four hundred seventy United States Dollars) in order to lower it from its present amount of 25,970.-USD (twenty-five thousand nine hundred seventy United States Dollars) down to 17,500.-USD (seventeen thousand five hundred United States Dollars) by way of reimbursement to the shareholders and by cancellation of a total of 242 (two hundred forty two) redeemable shares of class Q of 35.-USD (thirty five United States Dollars) each, as follows:

The reimbursement of 8,470.-USD (eight thousand four hundred seventy United States Dollars) will be done according to the Law.

*Second resolution:*

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the contribution being fully carried out, the shareholders decide to amend article 8.1 of the articles of association as follows:

“ **8.1.** The Company’s capital will be divided into redeemable shares of 35.- USD (thirty-five United States Dollars) each, which may be divided in different distinct classes, constituted because of each specific investment of the Company, each class being able to be entirely redeemed by the Company.

The Company’s capital is set at 17,500.-USD (seventeen thousand five hundred United States Dollars) represented by 500 (five hundred) class Q redeemable shares of 35.-USD (thirty five United States Dollars) each.”

*Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand two hundred euro.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed. The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing



persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

### Traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le dix-huit décembre.

Par devant Maître Danielle Kolbach notaire de résidence à Redange-sur-Attert Grand-Duché de Luxembourg, soussignée.

Se réunit

l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée «Tiger Holding Four SPV S.à r.l.» (ci-après la «Société»), ayant son siège social à L-3364 Leudelange, rue de la Poudrerie 1, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro R.C.S. B 129 861, constituée suivant acte reçu le 28 juin 2007, statuts modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu le 23 juillet 2014, publié au Mémorial C N° 2670 du 2 octobre 2014.

La séance est ouverte sous la présidence de Catherine Dessoï, Avocat, demeurant à Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Flora Gibert, demeurant à Luxembourg

La présidente prie le notaire d'acter que:

I. L'associé présent ou représenté et le nombre de parts qu'il détient sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.

II. Il appert de la liste de présence que toutes les parts, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Diminution du capital social à concurrence d'un montant de 8.470,- USD (huit mille quatre cent soixante-dix Dollars US) pour le porter de son montant actuel de 25.970,- USD (vingt-cinq mille neuf cent soixante-dix Dollars US) à 17.500,- USD (dix-sept mille cinq cents Dollars US) par remboursement aux associés et par annulation de 242 (deux cent quarante-deux) parts sociales rachetables de classe Q d'une valeur nominale de 35,- USD (trente cinq Dollars US);

2. Modification des articles 8.1 des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

#### *Première résolution:*

L'assemblée décide de diminuer le capital social à concurrence d'un montant de 8.470,- USD (huit mille quatre cent soixante-dix Dollars US) pour le porter de son montant actuel de 25.970,- USD (vingt-cinq mille neuf cent soixante-dix Dollars US) à 17.500,- USD (dix-sept mille cinq cents Dollars US) par remboursement aux associés et par annulation de 242 (deux cent quarante-deux) parts sociales rachetables de classe Q d'une valeur nominale de 35,- USD (trente cinq Dollars US) comme suit:

Le remboursement de 8.470,- USD (huit mille quatre cent soixante-dix Dollars US) sera fait selon les prescriptions légales.

#### *Deuxième résolution:*

En conséquence des déclarations et des résolutions précédentes, l'assemblée décide de modifier l'article 8.1 des statuts comme suit:

« **8.1.** Le capital social est divisé en parts sociales rachetables de USD 35,- (trente-cinq dollars US) chacune, pouvant être divisées en différentes classes, constituées pour chaque investissement spécifique de la Société, chaque classe pouvant être rachetée par la Société.

Le capital social est fixé à 17.500,- USD (dix-sept mille cinq cents Dollars US), représenté par 500 (cinq cents) parts sociales rachetables de classe Q d'une valeur nominale de 35,- USD (trente cinq Dollars US) chacune.»

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille deux cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg. Les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française.

Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: C. DESSOY, F. GIBERT, D. KOLBACH.

Enregistré à Redange-sur-Attert, le 19 décembre 2014. Relation: RED/2014/2518. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

Le Receveur (signé): TOM KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2015004933/117.

(150004128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2015.

### **Nacre S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 129.695.

### DISSOLUTION

L'an deux mil quatorze, le dix-neuf décembre.

Pardevant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven,

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme de droit luxembourgeois NACRE S.A. avec siège social au 11A, boulevard du Prince Henri, L - 1724 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 129695 (la «Société»), dont le capital social s'élève actuellement à EUR 60.000,- (soixante mille euros), représenté par 60 (soixante) actions d'une valeur nominale de EUR 1.000,- (mille euros) chacune, a été constituée suivant acte notarié en date du 13 juin 2007 publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 1806 du 25 août 2007 (la «Société»).

L'assemblée est ouverte sous la présidence, Monsieur Aurélien Proust, employé privé, demeurant professionnellement au 11 avenue Emile Reuter, L 2420 Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Alexandra Mourton, employée privée, demeurant professionnellement au 11 avenue Emile Reuter, L 2420 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Aurélien Proust, précité, employé privé, demeurant professionnellement au 11 avenue Emile Reuter, L 2420 Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

- constatation que les 60 actions de la Société sont détenues par six actionnaires à savoir Monsieur Marco NARDI, Monsieur Graziano NARDI, Monsieur Antonello NARDI, Monsieur Fabio NARDI, Monsieur Luigi NARDI et Monsieur Robert NARDI, (ci-après les Actionnaires) et que l'activité de la Société ayant cessé, prononciation de la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat, mise en liquidation, désignation en qualité de liquidateur de la Société, CONFIDENTIA (FIDUCIAIRE) S. à r.l., décharge aux administrateurs et commissaire.

- fixation à tout de suite des deuxième et troisième assemblées conformément à l'article 151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et les tenir immédiatement l'une après l'autre.

- constatation que les Actionnaires ont déclaré avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société; que tout le passif restant de la Société sera réglé et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment approvisionné; en outre, que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus et non payés à l'heure actuelle, les Actionnaires assument irrévocablement et solidairement l'obligation de payer tout ce passif éventuel; qu'en conséquence tout le passif de la Société est réglé.

- répartition de l'actif restant éventuel aux Actionnaires.

- nomination en qualité de commissaire à la liquidation Audiex S.A.,

- lecture du rapport du commissaire à la liquidation, approbation des conclusions dudit rapport; approbation des comptes de liquidation et du rapport du liquidateur; décharge pleine et entière, sans réserve ni restriction au commissaire à la liquidation pour ses travaux de vérification effectués ce jour.

- prononciation de la clôture de la liquidation et constatation que la société anonyme NACRE S.A. définitivement cessé d'exister.

- décharge pleine et entière au liquidateur en ce qui concerne l'exécution de son mandat.

- conservation des livres et documents de la Société pendant cinq ans à l'ancien siège de la Société.

II.- Que les actionnaires de la Société représentés, le mandataire des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par le mandataire des actionnaires représentés, a été contrôlée et signée par les membres du bureau.

Resteront annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées „ne varietur“ par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant représentée à la présente assemblée à savoir 60 actions, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- que l'assemblée constate que l'intégralité du capital social est détenu comme suit:

- 1) Monsieur Marco NARDI, né le 25/06/1962 à Milan, Italie,  
demeurant via Piave n°35, Paderno Dugnano, Italie . . . . . 10 actions;
  - 2) Monsieur Graziano NARDI, né le 14/06/1965 à Paderno Dugnano, Italie,  
demeurant via Volta Alessandro n°53, Paderno Dugnano, Italie . . . . . 10 actions;
  - 3) Monsieur Antonello NARDI, né le 21/04/1963 à Monza, Italie,  
demeurant, via Farini Carlo n.6, Paderno Dugnano, Italie, . . . . . 10 actions;
  - 4) Monsieur Fabio NARDI, né le 07/08/1963 à Monza, Italie,  
demeurant via delle Gardente n°8, Paderno Dugnano, Italie, . . . . . 10 actions;
  - 5) Monsieur Luigi NARDI, né le 19/05/1966 à Monza, Italie,  
demeurant via Senofonte n°2/A, Seveso, Italie . . . . . 10 actions;
  - 6) Monsieur Robert NARDI, né le 03/08/1968 à Monza, Italie,  
demeurant via Vignazzola n°94/C, Seveso, Italie . . . . . 10 actions,
- ci après les Actionnaires;

et que l'activité de la Société ayant cessé, l'assemblée prononce par la présente la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat et sa mise en liquidation, désigne en qualité de liquidateur de la Société, CONFIDENTIA (FIDUCIAIRE) S. à r.l., avec siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg, RCS Luxembourg B numéro 30.467 et accorde décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire aux comptes en ce qui concerne l'exécution de leur mandat.

- que l'assemblée déclare fixer à tout de suite les deuxième et troisième assemblées conformément à l'article 151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et les tenir immédiatement l'une après l'autre.

- que l'assemblée prend acte que les Actionnaires de la Société ont déclaré avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société et que tout le passif restant de la Société sera réglé et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment provisionné; en outre, qu'ils déclarent que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus et non payés à l'heure actuelle, les Actionnaires assument irrévocablement et solidairement l'obligation de payer tout ce passif éventuel; qu'en conséquence tout le passif de la Société est réglé.

Resteront annexées aux présentes au fin d'enregistrement les déclarations des Actionnaires, après avoir été paraphées „ne varietur“ par les comparants et le notaire.

- que l'actif restant éventuel est réparti prorata aux Actionnaires.

- que l'assemblée nomme en qualité de commissaire à la liquidation AUDIEX S.A., située au 9 rue du Laboratoire, L - 1911 Luxembourg, RCS Luxembourg B numéro 65469 et lui confie la mission de faire le rapport sur la gestion.

- qu'après avoir pris connaissance du rapport du commissaire à la liquidation, l'assemblée en adopte les conclusions, approuve les comptes de liquidation et le rapport du liquidateur et donne décharge pleine et entière, sans réserve ni restriction à Audiex S.A., prénommée, pour ses travaux de vérification effectués ce jour.

Le rapport sur la liquidation et le rapport du commissaire à la liquidation, après avoir été signés «ne varietur» par les comparants et le notaire soussigné, resteront annexés au présent acte avec lequel ils seront enregistrés.

- que l'assemblée, constituée en troisième assemblée, prononce la clôture de la liquidation et constate que la société anonyme NACRE S.A. a définitivement cessé d'exister.

- que décharge pleine et entière est donnée au liquidateur en ce qui concerne l'exécution de son mandat.

- que les livres et documents de la Société seront déposés pendant cinq ans à l'ancien siège de la Société à savoir au 11, avenue Emile Reuter, L -2420 Luxembourg.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée est clôturée.

Pour les publications et dépôts à faire, tous pouvoirs sont conférés au porteur d'une expédition des présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Aurélien Proust, Alexandra Mourton, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 22 décembre 2014. LAC / 2014 / 62214. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 8 janvier 2015.

Référence de publication: 2015004722/109.

(150004580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2015.

### **Charlston S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 2.331.262,50.**

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 177.366.

L'AN DEUX MILLE QUATORZE

LE DEUXIEME JOUR DE DECEMBRE.

Par-devant Nous, Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) Monsieur Albrecht STEEL, indépendant, né le 4 juillet 1962 à Gand (Belgique) et résidant en Afrique du Sud, Stellenbosch, 7600, De Zalze, Golf Estate R44, Cradock 3, erf 175;

2) Madame Gabriela ADAMCOVA, indépendante, né le 6 avril 1975 à Brno (République tchèque) et résidant en Afrique du Sud, Stellenbosch, 7600, De Zalze, Golf Estate R44, Cradock 3, erf 175;

tous deux ici représentés par Monsieur Geert Jan Antoon DIRKX, administrateur de sociétés, né le 10 octobre 1970 à Maaseik (Belgique) et résidant professionnellement à L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg,

en vertu de deux procurations sous seing privé données le 3 octobre 2014 et le 7 octobre 2014.

Lesquelles procurations, paraphées "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant resteront annexées au présent acte pour être enregistrées en même temps.

Les comparants, représentés comme dit ci-dessus, ont demandé au notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Qu'ils sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée CHARLSTON S.à r.l. ayant son siège social au 31, rue de Strasbourg à L-2561 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B177366, constituée suivant un acte du notaire Cosita DELVAUX de résidence alors à Redange-sur-Attert, le 21 mai 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations numéro 1525, du 27 juin 2013 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire Roger ARRENSDORFF, agissant en remplacement du même notaire Cosita DELVAUX en date du 14 janvier 2014, au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations numéro 571, du 4 mars 2014.

Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1) Transfert du siège social de la Société de son adresse actuelle au 11, rue de l'Industrie, L-8399 Windhof, Commune de Koerich et modification subséquente de la première phrase de l'article 2 des statuts.

2) Modification des pouvoirs de représentation de la Société de telle sorte que la Société sera valablement engagée par la signature d'un de ses gérants quelle que soit sa classe et modification subséquente du 3<sup>ème</sup> paragraphe de l'article 6 des statuts.

3) Divers

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à la présente assemblée, celle-ci est régulièrement constituée et peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Sur ce, les associés représentés comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentaire, d'acter ce qui suit et ont déclaré prendre les résolutions ci-après à l'unanimité:

#### *Première résolution*

Les associés décident de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle au 11, rue de l'Industrie, L-8399 Windhof, Commune de Koerich et décident la modification subséquente de la première phrase de l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2. 1<sup>ère</sup> phrase.** Le siège social de la Société est établi dans la commune de Koerich, Grand-Duché de Luxembourg ».

*Seconde résolution*

Les associés décident de modifier les pouvoirs de représentation de la Société de telle sorte que la Société sera valablement engagée par la signature d'un de ses gérants quelle que soit sa classe et décident la modification subséquente du 3<sup>ème</sup> paragraphe de l'article 6 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6. 3<sup>ème</sup> paragraphe.** La Société est valablement engagée par la signature d'un de ses gérants quelle que soit sa classe.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

*Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, s'élève à environ EUR 700,-.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par nom, prénoms, état et demeure, ce dernier a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: G.J.A. DIRKX, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 04 décembre 2014. Relation: LAC/2014/57740. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): I. THILL.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015004351/64.

(150004348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2015.

**Tensor Property Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8124 Bridel, 15, rue des Carrefours.

R.C.S. Luxembourg B 106.351.

DISSOLUTION

L'an deux mil quatorze, le vingt-quatre décembre.

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

TENSOR HOLDING, Société en nom collectif de droit belge, domiciliée à Bd. Brand Whitlock 54, 1200 Woluwe-Saint-Lambert, Belgique, immatriculée auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de Leuven, Belgique, sous le numéro 870962406, représentée par son gérant statutaire Monsieur Frank Monstrey, domicilié en Belgique à B-3052 Blanden, O.-L. Vrouwstraat, 72.

Monsieur Frank Monstrey, non présent, est ici représenté par Monsieur Yves MERTZ, en vertu d'une procuration sous seing privée, établie à Luxembourg, le 17 décembre 2014, laquelle procuration après avoir été signée «ne varietur», par le comparant et le notaire instrumentaire, restera annexée aux présentes pour être formalisée avec elles,

Laquelle comparante agissant en sa qualité d'associée unique de la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois

TENSOR PROPERTY INVESTMENTS, S.à r.l.

établie et ayant son siège social à L-8124 Bridel, 15, rue des Carrefours,

inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 106.351, constituée suivant acte reçu par Maître André-Joseph SCHWACHTGEN, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 23 février 2005, publiée au Mémorial C numéro 627, en date du 29 juin 2005, page 30064,

dont le capital social s'élève à la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,-€), divisé en cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,-€) chacune.

La partie comparante représentant l'intégralité du capital social de ladite société se constitue en assemblée générale, et, renonçant à tout délai et toute formalité de convocation, déclare constater que ladite assemblée générale est valablement constituée.

Par la suite, la partie comparante a prié le notaire d'acter ce qui suit:

I. La partie comparante, représentant l'intégralité du capital social, déclare et décide expressément de dissoudre et liquider la société à compter de ce jour, celle-ci ayant cessé toute activité.

II. La partie soussignée connaît parfaitement la situation financière et les statuts de la société.

III. La partie soussignée, associé unique de la prédite société, se considérant comme liquidateur de ladite société, déclare avoir réglé ou provisionné tout le passif de la société et déclare répondre personnellement et solidairement de tout le passif social et de tous les engagements de la société, même inconnus à ce jour.

IV. La partie soussignée donne décharge expresse aux gérants pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de l'acte notarié.

V. La partie soussignée approuve encore par les présentes les comptes de ladite société.

VI. La liquidation de la société est par conséquent achevée.

VII. Les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq (5) années à l'adresse L-8124 Bridel, 15, rue des Carrefours.

#### *Déclaration en matière de blanchiment*

Le(s) associé(s) /actionnaires déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droite servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

#### *Evaluation des frais*

Le montant des frais, dépenses et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élèvent à la somme de MILLE TROIS CENTS EUROS (1.300.-€). A l'égard du notaire instrumentant, toutes les parties comparantes et / ou signataires des présentes reconnaissent être solidairement tenues du paiement des frais, dépenses et honoraires découlant des présentes.

#### *Déclarations générales*

La partie déclare que le notaire instrumentant leur a expliqué tous les effets et toutes les conséquences du présent acte. Elle a persisté à procéder par le présent acte et ont déclaré décharger le notaire instrumentant de toute conséquence et responsabilité éventuelle pouvant découler du présent acte.

DONT ACTE, fait est passé à Luxembourg.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signés: Y. MERTZ, K.REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 30 décembre 2014. Relation: EAC/2014/18483. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME.

PETANGE, le 5 janvier 2015.

Référence de publication: 2015003435/67.

(150002435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

### **Unitrans S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3313 Bergem, 76, Grand Rue.

R.C.S. Luxembourg B 89.051.

#### DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le dix-neuf décembre

Pardevant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Madame Karin MONSCHAUER, née le 02 septembre 1960 à Esch-sur-Alzette, demeurant à L-3836 Schifflange, 77, rue de la Foret,

représentée par Madame Alexandra VILLAIN, employée privée, demeurant professionnellement à Schifflange, en vertu d'une procuration lui délivrée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la comparante agissant en sa dite qualité et le notaire instrumentaire demeureront annexées aux présentes pour être soumises ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante dûment représentée a requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

I.- Que la société anonyme luxembourgeoise dénommée «UNITRANS S.A.», établie et ayant son siège à L-3313 Bergem, 76, Grand-Rue, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 89.051, a



été constituée à la suite de l'adoption un projet de scission suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg en date du 22 août 2002, publié au Mémorial C n°1578 du 04 novembre 2002.

II. Que le capital social de la société anonyme «UNITRANS S.A.», préqualifiée, s'élève actuellement à deux cent quarante-sept mille huit cent quatre-vingt-treize euros et cinquante-deux centimes (247.893,52) représenté par six cent vingt-cinq (625) actions sans désignation de valeur nominale représentatives de l'intégralité du capital social

III. - Que la comparante en sa qualité d'actionnaire unique déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la susdite société anonyme «UNITRANS S.A.».

IV. - Que la comparante est propriétaire de toutes les actions de la susdite société et qu'en tant qu'actionnaire unique, elle déclare expressément procéder à la dissolution de la susdite société;

V.- Qu'un bilan de clôture de la société anonyme «UNITRANS S.A.» a été établi, dont un exemplaire de restera annexé au présent acte.

VI.- Que la comparante déclare que les dettes ont été payées, que les actifs lui seront attribués et qu'elle prend à sa charge tous les actifs, passifs et engagements financiers, présents et futurs, connus et inconnus de la société dissoute et que la liquidation de la société est achevée sans préjudice du fait qu'elle répond personnellement de tous les engagements sociaux.

VII.- Que décharge pleine et entière est accordée aux organes sociaux de la société dissoute pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

VIII. - Qu'il a été procédé à l'annulation des actions, le tout en présence du notaire instrumentant.

IX. - Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans à L-3313 Bergem, 76, Grand-Rue,

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante agissant en ses dites qualités, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: VILLAIN, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 22/12/2014. Relation: EAC/2014/17830. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 24/12/2014.

Référence de publication: 2014208671/48.

(140232088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

### **Patron Lepo VIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 123.326.

#### **CLÔTURE DE LIQUIDATION**

Es erhellt aus einer Urkunde mit Datum vom 18. Dezember 2014 von Notarin Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg, einregistriert in Luxemburg Actes Civiles, den 22. Dezember 2014, LAC/2014/62457 mit einer Gebühr von EUR 75,- (fünfundsiebzig Euro):

dass die Gesellschaft „Patron Lepo VIII S.à r.l.“ (in freiwilliger Liquidation), mit Sitz in L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur, eingetragen im Luxemburger Handels- und Firmenregister Registre de Commerce et des Sociétés unter der Nummer B 123.326 am 15. Dezember 2006 gemäß einer Urkunde durch den Notar André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN mit damaligem Amtssitz in Luxemburg gegründet wurde und im Luxemburger Amtsblatt Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations unter der Nummer 338 am 9. März 2007 veröffentlicht wurde;

dass die Satzung der Gesellschaft gemäß einer Urkunde von Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxemburg am 25. September 2008 geändert wurde und im Luxemburger Amtsblatt Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations unter der Nummer 2399 am 1. Oktober 2008 veröffentlicht wurde;

dass die Gesellschaft gemäß einer Urkunde vom 11. Juni 2014 durch unterzeichnete Notarin in freiwillige Liquidation gesetzt wurde, die im Luxemburger Amtsblatt Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations Nummer 2305 am 28. August 2014 veröffentlicht wurde;

dass nach Kenntnisnahme vom Bericht des Prüfungskommissars und der Genehmigung der Liquidation der Konten der alleinige Gesellschafter die Auszahlung der letzten Liquidationserlöse beschlossen hat;

dass der alleinige Gesellschafter dem Liquidator SWL S.à r.l., RCS B 85.782, und dem Prüfungskommissar INTERAUDIT, RCS B 29.501, volle Entlastung zur Ausübung ihrer Mandate gegeben hat;

so dass folglich die freiwillige Liquidation abgeschlossen ist und die Gesellschaft Patron Lepo VIII S.à r.l. aufgehört hat zu bestehen;

dass die Bücher, Register und Dokumente der aufgelösten Gesellschaft für einen Zeitraum von mindestens 5 (fünf) Jahren nach dem Abschluss der Liquidation, in L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur aufbewahrt werden.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Référence de publication: 2015000529/32.

(140235038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

---

**Modinlux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3810 Schifflange, 85, rue des Aulnes.

R.C.S. Luxembourg B 173.075.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015000462/10.

(140235083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

---

**S.D.B. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3514 Dudelage, 170, route de Kayl.

R.C.S. Luxembourg B 151.947.

—  
**DISSOLUTION**

*Extrait*

Il résulte d'un acte de dissolution de société, reçu par Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage, en date du 16 décembre 2014, numéro 2014/2569 de son répertoire, enregistré à Capellen, le 18 décembre 2014, relation: CAP/2014/4962 de la société à responsabilité limitée "S.D.B. S.à r.l.", avec siège social à L-3514 Dudelage, 170, route de Kayl, inscrite au RCS à Luxembourg sous le numéro B 151 947, constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 8 mars 2010, publié au Mémorial C numéro 845 du 23 avril 2010, ce qui suit:

- Monsieur Sébastien Edmond Stanilas MAIRE, seul associé, a déclaré procéder à la dissolution et à la liquidation de la société prédite, avec effet au 16 décembre 2014,

- la société dissoute n'a plus d'activités.

- l'associé a déclaré en outre que la liquidation de la prédite société a été achevée et qu'il assume tous les éléments actifs et passifs éventuels de la société dissoute.

- que les livres et documents de la société dissoute resteront déposés pendant la durée de cinq années à l'adresse suivante: F-57925 Distroff, 4, rue des Anciens Fours à Chaux.

Bascharage, le 6 janvier 2015.

Pour extrait conforme

*Le notaire*

Référence de publication: 2015002636/24.

(150002004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2015.

---

**T.B. Côté Cour S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1450 Luxembourg, 8A, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 170.481.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L-1450 Luxembourg, le 06 janvier 2015.

Madame Caroline PERREIN

*Gérante*

Référence de publication: 2015002698/12.

(150002109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2015.

---